Acten

des

Wiener Congresses.

BIBLIOTHECA BAMBERGENSIS

Erster Band,

Erstes Heft.

Erlangen 1815
bei Johann Jakob Palm.

1

Staatliche
Bibliothek
Bamberg

Durch diese PrivatSammlung der Acten des Wiener Congresses, glaubt der Herausgeber dem Publicum einen eben so angenehmen als nützlichen Dienst zu erweisen. Mit Eifer wird er sich bestreben, alles hieher Gehörige eben so schleunig und unparteyisch, als treu und vollständig zu liefern.

Dieses Bestreben verpflichtet ihn hier sogleich zu der angelegentlichsten Bitte, daß Allen, welche sich hiezu im Stande finden, gefällig seyn möge, ihm nicht nur Mängel und Unrichtigkeiten, die sich etwa könnten eingeschlichen haben, zu ungesäumter Berichtigung anzuzeigen, sondern auch Actenstücke, welche für diese Sammlung passen, mitzutheilen, beides unter Adresse der Verlagshandlung, oder seiner eigenen.

Kaum wird es der Versicherung bedürfen, daß hier nirgend eine Absicht vorwalten könne, jemand an seinen Rechten oder Ansprüchen zu nahe zu treten, oder seine Wünsche, Hoffnungen und Erwartungen zu vereiteln.

Möge die Vorsehung das grosse Werk, welches der Gegenstand der erhabenen Wiener Versammlung ist, mit ihrem besten Segen krönen.

Wien, am 8. December 1814.

I.

Allianz-Tractat,

geschlossen zwischen Oestreich, Rußland, England und Preussen, zu Chaumont am 1. März 1814.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté Imp. et Royale Apost. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, Sa Maj. l'Empereur de toutes les Russies, Sa Maj. le Roi du Royaume-uni de la Bretagne et de l'Irlande, et sa Maj. le Roi de Prusse, ayant fait parvenir au Gouvernement français des propositions pour la conclusion d'une paix générale, et désirant, au cas que la France refusât les conditions de cette paix, resserrer les liens qui les unissent pour la poursuite vigoureuse d'une guerre, entreprise dans le but salutaire de mettre fin aux malheurs de l'Europe, d'en assurer le repos futur par le rétablissement d'un juste équilibre des Puissances, et voulant en même tems, si la providence bénissoit leurs intentions pacifiques, déterminer les moyens de maintenir contre toute atteinte l'ordre des choses, qui aura été l'heureux résultat de leurs efforts, sont convenus de sanctionner par un traité solennel, signé séparément par chacune des quatre Puissances avec les trois autres, ce double engagement.

En conséquence S. M. I. et R. A. a nommé pour discuter, arrêter et signer les conditions du

présent traité avec S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le Sieur Clément Wenceslas Lothaire Prince de Metternich-Winnebourg-Ochsenhausen, Chevalier de la Toison d'or etc. etc., son ministre d'état, des conférences et des affaires étrangères; et S. A. I. des toutes les Russies ayant nommé de son côté le Sieur Charles Robert comte de Nesselrode, son conseiller privé, secrétaire d'état etc. etc.; Lesdits Plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleinpouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I.

Les hautes parties contractantes ci-dessus dénommées s'engagent solennellement l'une envers l'autre par le présent traité, et pour le cas où la France refuserait d'accéder aux conditions de la paix proposée, de consacrer tous les moyens de leurs états respectifs à la poursuite vigoureuse de la présente guerre contre elle, et de les employer dans un parfait concert, afin de se procurer à elles-mêmes et à l'Europe une paix générale, sous la protection de laquelle les droits de la liberté de toutes les nations puissent être établis et assurés.

Cet engagement ne pourra pas porter préjudice aux stipulations, que les états respectifs ont déja contractées rélativement au nombre de troupes à tenir en campagne contre l'ennemi, et il est bien entendu, que les cours d'Autriche, de Russie, d'Angleterre et de Prusse s'engagent par le présent traité à tenir constamment en campagne chacune cent-cinquante-mille hommes au complet, sans compter les garnisons, et de les employer activement contre l'ennemi commun.

Art. II.

Les hautes parties contractantes s'engagent réciproquement à ne pas négocier séparément avec l'ennemi commun, et à ne signer ni paix, ni trêve, ni convention, que d'un commun accord. Elles s'engagent de plus à ne pas poser les armes avant que l'objet de la guerre mutuellement convenu et entendu n'ait été atteint.

Art. III.

Pour contribuer de la manière la plus prompte et la plus décisive à remplir ce grand objet, S. M. britannique s'engage à fournir un subside de cinq millions livres sterlings pour le service de l'année, mil-huit-cent-quatorze, à répartir en parties égales entre les trois Puissances, et ladite Majesté promet en sus de convenir avant le premier janvier de chaque année avec Leurs Majestés Impériales et Royales des secours ultérieurs à fournir pendant chaque année subséquente, si, ce qu'à Dieu ne plaise, la guerre devoit se prolonger jusque-là.

Le subside ci-dessus stipulé de cinq millions livres sterling sera payé à Londres en termes mensuels et en proportions égales aux ministres des Puissances respectives dûment autorisés à le recevoir.

Dans le cas que la paix entre les Puissances alliées et la France fût signée avant l'expiration de l'année, le subside, calculé sur l'échelle de cinq millions livres sterlings, sera payé jusqu'à la fin du mois dans lequel le traité définitif aura été signé, et S. M. britannique promet en outre de payer à l'Autriche et à la Prusse deux mois, et à la Russie quatre mois en sus du subside stipulé pour couvrir

les frais du retour de leurs troupes dans leurs propres frontières.

Art. IV.

Les hautes parties contractantes auront la faculté d'accréditer respectivement auprès des généraux commandant leurs armées, des officiers, qui auront la liberté de correspondre avec leurs gouvernemens pour les informer des évènemens militaires et de tout ce qui est relatif aux opérations des armées.

Art. V.

Les hautes parties contractantes, se réservant de se concerter entre elles, au moment de la conclusion de la paix avec la France, sur les moyens les plus propres à garantir à l'Europe et à se garantir reciproquement le maintien de cette paix, n'en sont pas moins convenues, d'entrer sans délai dans des engagemens défensifs pour la protection de leurs Etats respectifs en Europe contre toute atteinte que la France voudrait porter à l'ordre des choses résultant de cette pacification.

Art. VI.

Pour obtenir ce résultat elles conviennent que dans le cas où les états de l'une des hautes parties contractantes seraient menacés d'une attaque de la part de la France, les autres emploieront activement tous leurs efforts pour la prévenir par une intervention amicale.

Art. VII.

Les hautes parties contractantes se promettent pour le cas, où ces efforts resteraient sans effet, de

venir immédiatement au secours de la puissance attaquée chacune avec un corps de soixante mille hommes.

Art VIII.

Ce corps auxiliaire sera composé respectivement de cinquante-mille hommes d'infanterie et de dix-mille hommes de cavallerie, avec un train d'artillerie et des munitions proportionnés au nombre de ces troupes. Le corps auxiliaire sera prêt à entrer en campagne de la manière la plus efficace pour la sûreté de la puissance attaquée ou menacée deux mois au plus tard aprés que la réquisition en aura été faite.

Art. IX.

La situation du théâtre de la guerre, ou d'autres circonstances, pouvant rendre difficile pour la Grande Bretagne l'envoi des secours stipulés en forces anglaises dans le terme convenu, et le maintien de ces forces sur le pied de guerre, S. M. Britannique se réserve le droit de fournir à la puissance requérante son contingent en troupes étrangères à sa solde, ou de lui payer annuellement une somme d'argent au taux de vingt livres sterlings par homme pour l'infanterie, et de trente livres sterlings pour la cavalerie, jusqu'à la concurrence du secours stipulé. Le mode du secours que fournira la Grande-Bretagne sera déterminé à l'amiable, dans chaque cas particulier, entre elle et la puissance menacée ou attaquèe, au moment où la réquisition sera faite. Le même principe sera adopté à l'égard des forces que S. M. Britannique s'est engagée à fournir par l'article premier du présent traité.

Art. X.

L'armée auxiliaire sera sous le commandement du Général en chef de l'armée de la puissance requérante, elle sera conduite par un général à elle et employée dans toutes les opérations militaires selon les règles de la guerre. La solde de l'armée auxiliaire sera à la charge de la puissance requise, les rations et les portions en vivres, fourages etc., ainsi que les quartiers, seront fournis par la puissance requérante, aussitôt que l'armee auxiliaire sera sortie de ses frontières, et cela sur le pied sur lequel elle entretient ou entretiendra ses propres troupes en campagne et dans les quartiers.

Art. XI.

L'ordre et l'économie militaire dans l'intérieur de ces troupes dépendront uniquement de leur propre chef. Elles ne pourront être séparées. Les trophées et le butin qu'on aura faits sur les ennemis, appartiendront aux troupes qui les auront pris.

Art. XII.

Les hautes parties contractantes se réservent, toutes les fois que le montant des secours stipulés sera trouvé insuffisant pour l'exigence du cas, de convenir ultérieurement, et sans perte de tems, des secours additionnels qu'on jugera nécessaires.

Art. XIII.

Les hautes parties contractantes se promettent mutuellement pour le cas où elles seraient engagées réciproquement dans les hostilités par la prestation des secours stipulés, que la partie requérante et les parties requises, et agissant comme auxiliaires dans

la guerre, ne feront la paix que d'un commun accord.

Art. XIV.

Les engagemens contractés par le présent traité ne sauroient préjudicier à ceux que les hautes parties contractantes peuvent avoir pris envers d'autres états, ni les empêcher d'en former avec d'autres états, dans le but d'atteindre au même résultat bienfaisant.

Art. XV.

Pour rendre plus efficaces les engagemens défensifs stipulés plus haut, en unissant pour une défense commune les puissances les plus exposées à une invasion française, les hautes parties contractantes conviennent entres Elles d'inviter ces puissances à accéder au présent traité d'alliance défensive.

Art. XVI.

Le présent traité d'alliance défensive, ayant pour but de maintenir l'équilibre en Europe, d'assurer le repos et l'indépendance des puissances, et de prévenir les envahissemens qui depuis tant d'années ont désolé le monde, les hautes parties contractantes sont convenues entre elles d'en étendre la durée à vingt ans, à dater du jour de la signature, et elles se réservent de convenir, si les circonstances l'exigent trois ans avant son expiration, de sa prolongation ultérieure.

Art. XVII.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans deux mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Chaumont le 1. mars (17. février) l'an de grace mil-huit-cent-quatorze.

Le Prince de Metternich. (L. S.)

Le Comte de Nesselrode. (L. S.)

(Les traités, signés le même jour avec Sa Majesté le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande et avec Sa Majesté le Roi de Prusse, sont littéralement conformes au traité ci-dessus. Le premier porte la signature de Lord Castlereagh, Secrétaire d'état de S. M. Britannique pour les affaires étrangères, et le second celle de Mr. le Baron de Hardenberg, Chancelier d'état de S. M. Prussienne.)

II.

Pariser Friedensschluß,

errichtet von Oestreich, Rußland, England, und Preussen, und ihren Alliirten, mit Frankreich am 30. Mai 1814. (Nach dem Abdruck in dem pariser Moniteur.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. M. le Roi de France et de Navarre, d'une part, et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème et ses alliés, d'autre part, étant

animés d'un égal desir de mettre fin aux longues agitations de l'Europe et aux malheurs des peuples, par une paix solide, fondée sur une juste répartition de forces entre les puissances, et portant dans ses stipulations la garantie de sa durée; et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême et ses alliés ne voulant plus exiger de la France, aujourd'hui que, s'étant replacée sous le gouvernement paternel de ses Rois, elle offre ainsi à l'Europe un gage de sécurité et de stabilité, des conditions et des garanties qu'ils lui avoient à regret demandées sous son dernier gouvernement; leursdites Majestés ont nommé des plenipotentiaires pour discuter, arrêter et signer un traité de paix et d'amitié; savoir:

S. M. le Roi de France et de Navarre, M. Charles Maurice Talleyrand-Perigord, prince de Bénévent, grand aigle de la Légion-d'honneur, grandcroix de l'ordre de Léopold d'Autriche, chevalier de l'ordre de St. André de Russie, des ordres de l'Aigle-noir et de l'Aigle-rouge de Prusse, etc., son ministre et secrétaire-d'état des affaires étrangéres;

Et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, MM. le prince Clément Wenceslas Lothaire de Metternich Winnebourg-Ochsenhausen, chevalier de la Toison-d'or, grand-croix de l'ordre de St. Etienne, grand-aigle de la Légion d'honneur, chevalier des ordres de St. André, de St. Alexandre-Newsky et de Ste. Anne de la première classe de Russie, chevalier grand-croix des ordres de l'Aigle-noir et de l'Aigle-rouge de Prusse, grand-croix de l'ordre de St. Joseph de Wurzbourg, chevalier de l'ordre de Saint-Hubert de Bavière, de

celui de l'Aigle-dor de Wurtemberg et de plusieurs autres; chambellan, conseiller intime actuel, ministre d'état, des conférences et des affaires étrangères de S. M. I. et R. Apostolique;

Et le comte Jean-Philippe de Stadion Thannhausen et Warthausen, chevalier de la Toison-d'or, grand-croix de l'ordre de St. Etienne, chevalier des ordres de St. André, de St. Alexandre-Newski et de Ste. Anne de la première classe, chevalier grand-croix des ordres de l'Aigle-noir et de l'Aigle-rouge de Prusse; chambellan, conseiller intime actuel, ministre d'état et des conférences de S. M. I. et R. Apostoliqué;

Lesquels, aprés avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I.

Il y aura, à compter de ce jour, paix et amitié entre S. M. le Roi de France et de Navarre, d'une part, et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, et ses alliés, de l'autre part, leurs héritiers et successeurs, leurs états et sujets respectifs à perpétuité.

Les hautes parties contractantes apporteront tous leurs soins à maintenir, non seulement entr'elles, mais encore, autant qu'il dépend d'elles, entre tous les états de l'Europe, la bonne harmonie et intelligence si nécessaires à son repos.

Art. II.

Le royaume de France conserve l'intégrité de ses limites, telles qu'elles existoient à l'époque du 1. janvier 1792. Il recevra en outre une augmenta-

tion de territoire comprise dans la ligne de démarcation fixée par l'article suivant.

Art. III.

Du côté de la Belgique, de l'Allemagne et de l'Italie, l'ancienne frontière, ainsi qu'elle existoit le 1. janvier 1792, sera rétablie, en commençant de la mer du Nord, entre Dunkerque et Nieuport, jusqu'à la Méditerranée, entre Cagnes et Nice, avec les rectifications suivantes:

1. Dans le département de Jemmapes, les cantons de Dour, Merbes-le-Château, Beaumont et Chimay resteront à la France; la ligne de démarcation passera, là où elle touche le canton de Dour, entre ce canton et ceux de Boussu et Paturage, ainsi que, plus loin, entre celui de Merbes-le-Chateau et ceux de Binch et de Thuin.

2. Dans le département de Sambre et Meuse, les cantons de Valcourt, Florence, Beauraing et Gedinne appartiendront à la France; la démarcation, quand elle atteint ce département, suivra la ligne qui sépare les cantons précités, du département de Jemmapes et du reste de celui de Sambre et Meuse.

3. Dans le département de la Moselle, la nouvelle démarcation, là où elle s'écarte de l'ancienne, sera formée par une ligne à tirer depuis Perle jusqu'à Fremersdorf et par celle qui sépare le canton de Tholey du reste du département de la Moselle.

4. Dans le département de la Sarre, les cantons de Saarbruck et d'Arneval resteront à la France, ainsi que la partie de celui de Lebach, qui est située au midi d'une ligne à tirer le long des confins des villages de Herchenbach, Ueberhofen, Hilsbach et Hall (en laissant ces différens endroits hors

de la frontière françoise), jusqu'au point où, pris de Querselle (qui appartient à la France), la ligne qui sépare les cantons d'Arneval et d'Ottweiler atteint celle qui sépare ceux d'Arneval et de Lebach; la frontière de ce côté sera formée par la ligne ci-dessus désignée, et ensuite par celle qui sépare le canton d'Arneval de celui de Bliescastel.

5. La forteresse de Landau, ayant formé, avant l'année 1792, un point isolé dans l'Allemagne, la France conserve au-delà de ses frontières une partie des départements du Mont-Tonnerre et du Bas-Rhin, pour joindre la forteresse de Landau et son rayon au reste du royaume. La nouvelle démarcation, en partant du point où, près d'Obersteinbach (qui reste hors des limites de la France), la frontière entre le département de la Moselle et celui du Mont-Tonnerre atteint le département du Bas-Rhin, suivra la ligne qui sépare les cantons de Weissenbourg et de Bergzabern (du côté de la France), des cantons de Pirmasens, Dahn et Anweiler (du côté de l'Allemagne), jusqu'au point où ces limites, près du village de Wolmersheim, touchent l'ancien rayon de la forteresse de Landau. De ce rayon, qui reste ainsi qu'il étoit en 1792, la nouvelle frontière suivra le bras de la rivière de la Queich, qui, en quittant ce rayon, près de Queichheim (qui reste à la France), passe près des villages de Merlenheim, Knittelsheim et Belheim (demeurant également françois), jusqu'au Rhin, qui continera ensuite à former la limite de la France et de l'Allemagne.

Quant au Rhin, le Thalveg constituera la limite, de manière cependant que les changemens que subira par la suite le cours de ce fleuve n'au-

ront à l'avenir aucun effet sur la propriété des isles qui s'y trouvent. L'état de possession de ces isles sera rétabli tel qu'il existoit à l'époque de la signature du traité de Lunéville.

6. Dans le département du Doubs, la frontière sera rectifiée de manière à ce qu'elle commence au-dessus de la Rançonnière près de Locle, et suive la crête du Jura entre le Cerneux-Péquignot et le village de Fontenelles, jusqu'à une cime du Jura située à environ sept ou huit mille pieds au nord-ouest du village de la Brevine, où elle retombera dans l'ancienne limite de la France.

7. Dans le département du Léman, les frontières entre le territoire françois, le pays de Vaud et les différentes portions du territoire de la république de Genève (qui fera partie de la Suisse), restent les mêmes qu'elles étoient avant l'incorporation de Genève à la France. Mais le canton de Frangy, celui de Saint-Julien á l'exception de la partie située au nord d'une ligne à tirer du point où la rivière de la Laire entre près de Chancy dans le territoire genevois, le long des confins de Seseguin, Lacouex et Seseneuve, qui resteront hors des limites de la France), le canton de Reignier (à l'exception de la portion qui se trouve à l'est d'une ligne qui suit les confins de la Muraz, Bussy, Pers et Cornier, qui seront hors des limites françoises) et le canton de la Roche (à l'exception des endroits nommés la Roche et Armanoy avec leurs districts), resteront à la France. La frontière suivra les limites de ces différens cantons et les lignes qui séparent les portions qui demeurent à la France de celles qu'elle ne conserve pas.

8. Dans le département du Mont-Blanc, la France acquiert la sous-préfecture de Chambéry (à l'exception des cantons de l'Hôpital de Saint-Pierre d'Albigny, de la Rocette et de Montmélian); et la sous-préfecture d'Annecy (à l'exception de la partie du canton de Faverges, située à l'est d'une ligne qui passe entre Ourochaise et Marlēns du côté de la France, et Marthod et Ugine du côté opposé, et qui suit après la crète des montagnes jusqu'à la frontière du canton de Thones); c'est cette ligne qui, avec la limite des cantons mentionnés, formera de ce côté la nouvelle frontière.

Du côté des Pyrénées, les frontières restent telles qu'elles étoient entre les deux royaumes de France et d'Espagne à l'époque du 1. janvier 1792, et il sera de suite nommé une commission mixte de la part des deux couronnes, pour en fixer la démarcation finale.

La France renonce à tous droits de souveraineté, de suzeraineté et de possession sur tous les pays et districts, villes et endroits quelconques situés hors de la frontière ci-dessus désignée, la principauté de Monaco étant toutefois replacée dans les rapports où elle se trouvoit avant le 1. janvier 1792.

Les cours alliées assurent à la France la possession de la principauté d'Avignon, du comtat Venaissin, du comté de Montbéliard et de toutes les enclaves qui ont appartenu autrefois à l'Allemagne, comprises dans la frontière ci-dessus indiquée, qu'elles aient été incorporées à la France avant ou après le 1. janvier 1792.

Les puissances se réservent réciproquement la faculté entière de fortifier tel point de leurs états qu'elles jugeront convenable pour leur sûreté.

Pour éviter toute lésion de propriétés particulières et mettre à couvert, d'après les principes les plus libéraux, les biens d'individus domiciliés sur les frontières, il sera nommé par chacun des états limitrophes de la France, des commissaires pour procéder, conjointement avec des commissaires françois, à la délimitation des pays respectifs.

Aussitôt que le travail des commissaires sera terminé, il sera dressé des cartes signées par les commissaires respectifs, et placé des poteaux qui constateront les limites réciproques.

Art. IV.

Pour assurer les communications de la ville de Genève avec d'autres parties du territoire de la Suisse, situées sur le lac, la France consent à ce que l'usage de la route par Versoy soit commun aux deux pays. Les gouvernements respectifs s'entendront à l'amiable sur les moyens de prévenir la contrebande et de régler le cours des postes et l'entretien de la route.

Art. V.

La navigation sur le Rhin, du point où il devient navigable jusqu'à la mer et réciproquement, sera libre, de telle sorte qu'elle ne puisse être interdite à personne, et l'on s'occupera au futur congrès des principes d'après lesquels on pourra régler le droits à lever par les états riverains, de la manière la plus égale et la plus favorable au commerce de toutes les nations.

Il sera examiné et décidé de même dans le futur congrès, de quelle manière, pour facillier les communications entre les peuples et les rendre tou-

jours moins étrangers les uns aux autres, la disposition ci-dessus pourra être également étendue à tous les autres fleuves qui, dans leur cours navigable, séparent ou traversent différens états.

Art. VI.

La Hollande, placée sous la souveraineté de la maison d'Orange, recevra un accroissement de territoire. Le titre et l'exercice de la souveraineté n'y pourront, dans aucun cas, appartenir à aucun prince portant ou appelé à porter une couronne étrangère.

Les états de l'Allemagne seront indépendans et unis par un lien fédératif.

La Suisse indépendante continuera de se gouverner par elle-meme.

L'Italie, hors des limites des pays qui reviendront à l'Autriche, sera composée d'états souverains.

Art. VII.

L'isle de Malthe et ses dépendances appartiendront en toute propriété et souveraineté à S. M. Britannique.

Art. VIII.

S. M. Britannique stipulant pour elle et ses alliés, s'engage à restituer à S. M. très-chrétienne, dans les délais qui seront ci-après fixés, les colonies, pêcheries, comptoirs et établissemens de tout genre que la France possédoit au 1. janvier 1792 dans les mers et sur les continens de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Asie, à l'exception toutefois des isles de Tabago et de Sainte-Lucie, et de l'isle de France et de ses dépendances, nommément Rodrigue et les Séchelles, lesquelles S. M. très-chrétien-

ne cède en toute propriété et souveraineté à S. M. Britannique, comme aussi de la partie de Saint Domingue cédée à la France par la paix de Basle et que S. M. très-chrétienne rétrocède à S. M. catholique en toute propriété et souveraineté.

Art. IX.

S. M. le Roi de Suède et de Norwège, en conséquence d'arrangemens pris avec ses alliés, et pour l'exécution de l'article précédent, consent à ce que l'isle de la Guadeloupe soit restituée à S. M. Très-Chrétienne, et cède tous les droits qu'il peut avoir sur cette isle.

Art. X.

S. M. Très-fidèle, en conséquence d'arrangemens pris avec ses alliés, et pour l'exécution de l'article 8, s'engage à restituer à S. M. Très-Chrétienne, dans le délai ci-après fixé, la Guyane françoise, telle qu'elle existoit au 1. janvier 1792.

L'effet de la stipulation ci-dessus, étant de faire revivre la contestation existante à cette époque au sujet des limites, il est convenu que cette contestation sera terminée par un arrangement amiable entre les deux cours, sous la médiation de S. M. Britannique.

Art. XI.

Les places et forts existans dans les colonies et établissemens qui doivent être rendus à S. M. Très-Chrétienne, en vertu des articles 8, 9 et 10. seront remis dans l'état où ils se trouveront au moment de la signature du présent traité.

Art. XII.

S. M. Britannique s'engage à faire jouir les sujets de S. M. Très-Chrétienne relativement au commerce et à la sûreté de leurs personnes et propriétés dans les limites de la souveraineté britannique sur le continent des Indes, des mêmes facilités, priviléges et protection qui sont à présent ou seront accordés aux nations les plus favorisées. De son côté, S. M. Très-Chrétienne n'ayant rien plus à coeur que la perpétuité de la paix entre les deux couronnes de France et d'Angleterre, et voulant contribuer, autant qu'il est en elle, à écarter dès à présent des rapports des peuples, ce qui pourroit un jour altérer la bonne intelligence mutuelle, s'engage à ne faire aucun ouvrage de fortification dans les établissemens qui lui doivent être restitués et qui sont situés dans les limites de la souveraineté britannique sur le continent des Indes, et à ne mettre dans ces établissemens que le nombre de troupes nécessaires pour le maintien de la police.

Art. XIII.

Quant au droit de pêche des françois sur le grand banc de Terre-Neuve, sur les côtes de l'isle de ce nom et des isles adjacentes; et dans le golfe de Saint-Laurent, tout sera remis sur le même pied qu'en 1792.

Art. XIV.

Les colonies, comptoirs et établissemens qui doivent être restitués à S. M. Très-Chrétienne par S. M. Britannique ou ses alliés seront remis, savoir: ceux qui sont dans les mers du Nord ou dans les mers et sur les continens de l'Amérique et de l'A-

frique, dans les trois mois, et ceux qui sont au-delà du Cap de Bonne Espérance dans les six mois qui suivront la ratification du présent traité.

Art. XV.

Les hautes parties contractantes s'étant réservé par l'art. 4 de la convention du 23. avril dernier, de régler dans le présent traité de paix définitive le sort des arsenaux et des vaisseaux de guerre armés et non armés qui se trouvent dans les places maritimes remises par la France en exécution de l'art. 2 de ladite convention, il est convenu que lesdits vaisseaux et bâtimens de guerre armés et non armés, comme aussi l'artillerie navale et les munitions navales et tous les matériaux de construction et d'armement, seront partagés entre la France et le pays où les places sont situées, dans la proportion de deux tiers pour la France et d'un tiers pour les puissances auxquelles lesdites places appartiendront.

Seront considérés comme matériaux et partagés comme tels dans la proportion ci-dessus énoncée, après avoir été démolis, les vaisseaux et bâtimens en construction qui ne seroient pas en état d'être mis en mer six semaines après la signature du présent traité.

Des commissaires seront nommés de part et d'autre pour arrêter le partage et en dresser l'état, et des passeports ou sauf-conduits seront donnés par les puissances alliées pour assurer le retour en France des ouvriers, gens de mer et employés françois.

Ne sont compris dans les stipulations ci-dessus les vaisseaux et arsenaux existant dans les places maritimes qui seroient tombées au pouvoir des alliés antérieurement au 23. avril, ni les vaisseaux

et arsenaux qui appartenoient à la Hollande, et nommément la flotte du Texel.

Le gouvernement de France s'oblige à retirer ou à faire vendre tout ce qui lui appartiendra par les stipulations ci-dessus énoncées, dans le délai de trois mois après le partage effectué.

Dorénavant le port d'Anvers sera uniquement un port de commerce.

Art. XVI.

Les hautes parties contractantes, voulant mettre et faire mettre dans un entier oubli les divisions qui ont agité l'Europe, déclarent et promettent que, dans les pays restitués et cédés par le présent traité, aucun individu, de quelque classe et condition qu'il soit, ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé, dans sa personne ou dans sa propriété, sous aucun prétexte, ou à cause de sa conduite ou opinion politique, ou de son attachement, soit à aucune des parties contractantes, soit à des gouvernemens qui ont cessé d'exister, ou pour toute autre raison, si ce n'est pour les dettes contractées envers des individus, ou pour des actes postérieurs au présent traité.

Art. XVII.

Dans tous les pays qui devoient ou devront changer de maîtres, tant en vertu du présent traité, que des arrangemens qui doivent être faits en conséquence, il sera accordé aux habitans naturels et étrangers, de quelque condition et nation qu'ils soient, un espace de six ans, à compter de l'échange des ratifications, pour disposer, s'ils le jugent convenable, de leurs propriétés acquises, soit avant, soit

depuis la guerre actuelle, et se retirer dans tel pays qu'il leur plaira de choisir.

Art. XVIII.

Les puissances alliées voulant donner à S. M. Très-Chrétienne un nouveau témoignage de leur desir de faire disparoître, autant qu'il est en elles, les conséquences de l'époque de malheur si heureusement terminée par la présente paix, renoncent à la totalité des sommes que les gouvernemens ont à réclamer de la France à raison de contrats, de fournitures ou d'avances quelconques faites au gouvernement françois dans les différentes guerres qui ont eu lieu dequis 1792.

De son côté, S. M. Très-Chrétienne renonce à toute réclamation qu'elle pourroit former contre les puissances alliées aux mêmes titres. En exécution de cet article, les hautes parties contractantes s'engagent à se remettre mutuellement tous les titres, obligations et documens qui ont rapport aux créances auxquelles elles ont réciproquement renoncé.

Art. XIX.

Le gouvernement françois s'engage à faire liquider et payer les sommes qu'il se trouveroit devoir d'ailleurs dans des pays hors de son territoire, en vertu de contrats ou d'autres engagemens formels passés, entre des individus ou des établissemens particuliers et les autorités françoises, tant pour fournitures qu'à raison d'obligations légales.

Art. XX.

Les hautes puissances contractantes nommeront immédiatement après l'échange des ratifications du

présent traité, des commissaires pour régler et tenir la main à l'exécution de l'ensemble des dispositions renfermées dans les articles 18 et 19. Ces commissaires s'occuperont de l'examen des réclamations dont il est parlé dans l'article précédent, de la liquidation des sommes réclamées, et du mode dont le gouvernement françois proposera de s'en acquitter. Ils seront chargés de même de la remise des titres, obligations et documens relatifs aux créances auxquelles les hautes parties contractantes renoncent mutuellement, de manière que la ratification du résultat de leur travail complettera cette renonciation réciproque.

Art. XXI.

Les dettes spécialement hypothéquées dans leur origine sur les pays qui cessent d'appartenir à la France ou contractées pour leur administration intérieure, resteront à la charge de ces mêmes pays. Il sera tenu compte en conséquence au gouvernement françois, à partir du 22 décembre 1813, de celles de ces dettes qui ont été converties en inscriptions au grand livre de la dette publique de France. Les titres de toutes celles qui ont été préparées pour l'inscription et n'ont pas encore été inscrites seront remis aux gouvernemens des pays respectifs. Les états de toutes ces dettes seront dressés et arrêtés par une commission mixte.

Art. XXII.

Le gouvernement françois restera chargé, de son côté, du remboursement de toutes les sommes versées par les sujets des pays ci-dessus mentionnés, dans les caisses françoises, soit à titre de cautionnemens, de dépôts ou de consignations. De même les sujets

françois, serviteurs des dits pays, qui ont versé des sommes à titre de cautionnemens, dépôts ou consignations, dans leurs trésors respectifs, seront fidèlement remboursés.

Art. XXIII.

Les titulaires des places assujetties à cautionnement, qui n'ont pas de maniement de deniers, seront remboursés avec les intérêts jusqu'à parfait paiement à Paris, par cinquième et par année, à partir de la date du présent traité.

A l'égard de ceux qui sont comptables, ce remboursement commencera au plus tard six mois après la présentation de leurs comptes, le seul cas de malversation excepté. Une copie du dernier compte sera remise au gouvernement de leur pays, pour lui servir de renseignement et de point de départ.

Art. XXIV.

Les dépôts judiciaires et consignations faits dans la caisse d'amortissement en exécution de la loi du 28 nivôse an 13 (18 janvier 1805). et qui appartiennent à des habitans des pays que la France cesse de posséder, seront remis, dans le terme d'une année à compter de l'échange des ratifications du présent traité, entre les mains des autorités des dits pays, à l'exception de ceux de ces dépôts et consignations qui intéressent des sujets françois, dans lequel cas ils resteront dans la caisse d'amortissement, pour n'être remis que sur les justifications résultantes des décisions des autorités compétentes.

Art. XXV.

Les fonds déposés par les communes et établissemens publics dans la caisse de service et dans la caisse d'amortissement ou dans toute autre caisse du gouvernement, leur seront remboursés par cinquièmes d'année en année, à partir de la date du présent traité, sous la déduction des avances qui leur auroient été faites, et sauf les oppositions régulières faites sur ces fonds par des créanciers desdites communes et desdits établissemens publics.

Art. XXVI.

A dater du 1. janvier 1814, le gouvernement françois cesse d'être chargé du paiement de toute pension civile, militaire et ecclésiastique, solde de retraite et traitement de réforme, à tout individu qui se trouve n'être plus sujet françois.

Art. XXVII.

Les domaines nationaux acquis à titre onéreux par des sujets françois dans les ci-devant départemens de la Belgique, de la rive gauche du Rhin et des Alpes, hors des anciennes limites de la France, sont et demeurent garantis aux acquéreurs.

Art. XXVIII.

L'abolition des droits d'aubaine, de détraction et autres de la même nature dans les pays qui l'ont réciproquement stipulée avec la France, ou qui lui avoient précédemment été réunis, est expressément maintenue.

Art. XXIX.

Le gouvernement françois s'engage à faire restituer les obligations et autres titres qui auroient été

saisis dans les provinces occupées par les armées ou administrations françoises; et, dans les cas où la restitution ne pourroit en être effectuée, ces obligations et titres sont et demeurent anéantis.

Art. XXX.

Les sommes qui seront dues pour tous les travaux d'utilité publique non encore terminés, ou terminés postérieurement au 31 décembre 1812 sur le Rhin et dans les départemens détachés de la France par le présent traité, passeront à la charge des futurs possesseurs du territoire, et seront liquidées par la commission chargée de la liquidation des dettes des pays.

Art. XXXI.

Les archives, cartes, plans et documens quelconques appartenans aux pays cédés, ou concernant leur administration, seront fidèlement rendus en même tems que le pays, ou, si cela étoit impossible, dans un délai qui ne pourra être de plus de six mois après la remise des pays mêmes.

Cette stipulation est applicable aux archives, cartes et planches qui pourroient avoir été enlevés dans les pays momentanément occupés par les différentes armées.

Art. XXXII.

Dans le délai de deux mois, toutes les puissances qui ont été engagées de part de d'autre dans la présente guerre enverront des plénipotentiaires à Vienne, pour régler, dans un congrès général, les arrangemens qui doivent completer les dispositions du présent traité.

Art. XXXIII.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans le délai de 15 jours, ou plustôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 30 mai, l'an de grace 1814.

Le prince de Benévent.
Le prince de Metternich.
J. P. comte de Stadion.

Article Additionnel.

Les hautes parties contractantes voulant effacer toutes les traces des événemens malheureux qui ont pesé sur leurs peuples, sont convenues d'annuller explicitement les effets des traités de 1805 et 1809, en autant qu'ils ne sont déjà annullés de fait par le présent traité. En conséquence de cette détermination, S. M. Très-Chrétienne promet que les décrets portés contre des sujets françois ou réputés françois étant ou ayant été au service de S. M. I. et R. Apostolique, demeureront sans effet, ainsi que les jugemens qui ont pu être rendus en exécution de ces décrets.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il étoit inséré mot à mot au traité patent de ce jour. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées en même tems. En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 30 mai, l'an de grace 1814.

(Suivent les mêmes signatures.)

Le même jour, dans le même lieu et au même moment, le même traité de paix définitive a été conclu entre la France et la Russie, entre la France et la Grande-Bretagne, entre la France et la Prusse, et signé, savoir :

Le traité entre la France et la Russie : Pour la France, par M. Charles-Maurice Talleyrand-Périgord, prince de Bénévent ; et pour la Russie, par MM. André, comte de Rasumowsky, conseiller privé actuel de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, chevalier des ordres de Saint-André, de St. Alexandre-Newsky, grand-croix de celui de Saint-Wladimir de la première classe ; et Charles-Robert, comte de Nesselrode, conseiller privé de Sa dite Majesté, chambellan actuel, secrétaire-d'état, chevalier des ordres de St. Alexandre-Newsky, grand-croix de celui de Saint-Wladimir de la 2. classe, grand-croix de l'ordre de S. Léopold d'Autriche, de celui de l'Aigle-Rouge de Prusse, de l'Etoile polaire de Suéde et de l'Aigle d'or de Wurtemberg.

Le traité entre la France et la Grande-Bretagne : Pour la France, par M. Charles-Maurice Talleyrand-Périgord, prince de Bénévent ; et pour la Grande-Bretagne, par le très-honorable Robert Stewart, vicomte Castlereagh, conseiller de S. M. le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande en son conseil privé, membre de son parlement, colonel du régiment de milice de Londonderry et son principal secrétaire-d'état ayant le département des affaires étrangères, etc., etc., etc. Le sieur Georges Gordon, comte d'Aberdéen, vicomte de Formartine, lord Haddo, Methlic, Tarvis et Kellie, etc. l'un des seize pairs, représentant la

pairie de l'Ecosse dans la chambre haute, chevalier de son très-ancien et très-noble ordre du Chardon, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. I. et R. Apostolique. Le sieur Guillaume Shaw Cathcart, vicomte de Cathcart, baron Cathcart et Greenock, conseiller de Sa dite Majesté en son conseil privé, chevalier de son ordre du Chardon et des ordres de Russie, général dans ses armées, et son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur de toutes les Russies. Et l'honorable Charles-Guillaume Stewart, chevalier de son très-honorable ordre du Bain, membre de son parlement, lieutenant général dans ces armées, chevalier des ordres de l'Aigle-Noir et de l'Aigle-Rouge de Prusse et de plusieurs autres, et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi de Prusse.

Le traité entre la France et la Prusse: Pour la France, par M. Charles-Maurice Talleyrand-Périgord, prince de Bénévent, etc. Et pour la Prusse, par MM. Charles-Auguste baron de Hardenberg, chancelier d'état de S. M. le Roi de Prusse, chevalier du grand ordre de l'Aigle-noir, de l'Aigle-rouge, de celui de St.-Jean de Jérusalem et de la Croix-de fer de Prusse, grand-aigle de la Légion-d'honneur, chevalier des ordres de St. André, de St.-Alexandre-Newsky et de Ste.-Anne de première classe de Russie, grand-croix de l'ordre de St.-Etienne de Hongrie, chevalier de l'ordre de St.-Charles d'Espagne, de celui des Séraphins de Suède, de l'Aigle-d'or de Wurtemberg et de plusieurs autres; et Charles-Guillaume, baron de Humboldt, ministre d'état de Sa dite Majesté, chambellan et envoyé extra-

ordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de S. M. I. et R. Apostolique, chevalier du grand ordre de l'Aigle-rouge, de celui de la Croix-de fer de Prusse et de celui de Ste.-Anne de première classe de Russie.

Avec les articles additionnels suivans:

Article additionnel au traité avec la Russie.

Le duché de Varsovie étant sous l'administration d'un conseil provisoire établi par la Russie, depuis que ce pays a été occupé par ses armes, les deux hautes parties contractantes sont convenues de nommer immédiatement une commission spéciale composée de part et d'autre, d'un nombre égal de commissaires qui seront chargés de l'examen, de la liquidation et de tous les arrangemens relatifs aux prétentions réciproques.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il étoit inséré mot à mot au traité patent de ce jour. Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées en même tems. En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 30 mai 1814.

Le prince de Bénévent.
André comte de Rasumowsky.
Charles-Robert comte de Nesselrode.

Articles additionnels au traité avec la Grande-Bretagne.

Art. I.

S. M. Très-Chrétienne, partageant sans réserve tous les sentimens de S. M. Britannique relativement

à un genre de commerce que repoussent et les principes de la justice naturelle et les lumières des tems où nous vivons, s'engage à unir, au futur congrès, tous ses efforts à ceux de S. M. Britannique, pour faire prononcer par toutes les puissances de la chrétienté l'abolition de la traite des noirs, de telle sorte que ladite traite cesse universellement, comme elle cessera définitivement et dans tous les cas, de la part de la France, dans un délai de cinq années, et qu'en outre, pendant la durée de ce délai, aucun trafiquant d'esclaves n'en puisse importer, ni vendre ailleurs que dans les colonies de l'état dont il est sujet.

Art. II.

Le gouvernement britannique et le gouvernement françois nommeront incessamment des commissaires pour liquider leurs dépenses respectives pour l'entretien des prisonniers de guerre, afin de s'arranger sur la manière d'acquitter l'excédent qui se trouveroit en faveur de l'une ou de l'autre des deux puissances.

Art. III.

Les prisonniers de guerre respectifs seront tenus d'acquitter, avant leur départ du lieu de leur détention, les dettes particulières qu'ils pourroient y avoir contractées, ou de donner au moins caution satisfaisante.

Art. IV.

Il sera accordé de part et d'autre, aussitôt après la ratification du présent traité de paix, main-levée du séquestre qui auroit été mis depuis l'an mil sept cent quatre-vingt-douze, sur les fonds, revenus, cré-

ances et autres effets quelconques des hautes parties contractantes ou de leurs sujets.

Les mêmes commissaires dont il est fait mention à l'art. 2, s'occuperont de l'examen et de la liquidation des réclamations des sujets de S. M. Britannique envers le gouvernement françois, pour la valeur des biens-meubles ou immeubles induement confisqués par les autorités françoises, ainsi que pour la perte totale ou partielle de leurs créances, ou autres propriétés induement retenues sous le séquestre depuis l'année mil sept cent quatre-vingt-douze.

La France s'engage à traiter à cet égard les sujets anglois avec la même justice que les sujets françois ont éprouvée en Angleterre, et le gouvernement anglois desirant concourir pour sa part au nouveau témoignage que les puissances alliées ont voulu donner à S. M. Très-Chrétienne de leur desir de faire disparoître les conséquences de l'époque de malheur, si heureusement terminée par la présente paix, s'engage de son côté à renoncer, dès que justice complette sera rendue à ses sujets, à la totalité de l'excédent qui se trouveroit en sa faveur, relativement à l'entretien des prisonniers de guerre, de manière que la ratification du résultat du travail des commissaires susmentionnés et l'acquit des sommes, ainsi que la restitution des effets qui seront jugés appartenir aux sujets de S. M. Britannique, completteront sa renonciation.

Art. V.

Les deux hautes parties contractantes desirant d'établir les relations les plus amicales entre leurs sujets respectifs, se réservent et promettent de s'enten-

dre et de s'arranger, le plutôt que faire se pourra, sur leurs intérêts commerciaux, dans l'intention d'encourager et d'augmenter la prospérité de leurs états respectifs.

Les présens articles additionnels auront la même force et valeur que s'ils étoient insérés mot à mot au traité de ce jour. Ils seront ratifiés, et les ratifications en seront échangées en même tems. En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs les ont signés et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 30 mai, de l'an de grâce 1814.

Le prince de Bénévent.
Castlereagh.
Aberdeen.
Cathcart.
Charles Stewart, lieut.-général.

Article additionnel au traité avec la Prusse.

Quoique le traité de paix conclu à Basle le 5 avril 1795, celui de Tilsit du 9 juillet 1807, la convention de Paris du 20 septembre 1808, ainsi que toutes les conventions et actes quelconques conclus depuis la paix de Basle entre la Prusse et la France soient déjà annulés de fait par le présent traité, les hautes parties contractantes ont jugé néanmoins à propos de déclarer encore expressément que lesdits traités cessent d'être obligatoires pour tous leurs articles tant patents que secrets, et qu'elles renoncent mutuellement à tout droit et se dégagent de toute obligation qui pourroient en découler.

S. M. Très-Chrétienne promet que les décrets portés contre des sujets françois ou réputés françois,

étant ou ayant été au service de S. M. Prussienne, demeureront sans effet, ainsi que les jugemens qui ont pu être rendus en exécution de ces décrets.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il étoit inséré mot à mot au traité patent de ce jour. Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées en même tems. En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 30. mai 1814.

Le prince de Bénévent.
Charles-Auguste baron de Hardenberg.
Charles-Guillaume baron de Humboldt.

III.

Bekanntmachung,

daß die förmliche Eröffnung des Wiener-Congresses auf den 1sten Nov. 1814. ausgesetzt worden sey, datirt Wien den 8ten Oct. 1814.

Declaration.

Die bevollmächtigten Minister der Höfe, von denen am 30. Mai 1814 der Pariser Friedens-Tractat unterzeichnet wurde, haben den 32. Artikel desselben, durch welchen bestimmt war, daß die von einer und der andern Seite in dem letzten Kriege begriffen gewesenen

Déclaration.

Les Plénipotentiaires des Cours qui ont signé le traité de paix de Paris du 30. mai 1814 ont pris en considération l'article 32 de ce traité; par lequel il est dit, que toutes les Puissances engagées de part et d'autre

Mächte, Bevollmächtigte nach Wien schicken sollten, um auf einem allgemeinen Congreß die zur Vervollständigung jenes Tractats erforderlichen Maaßregeln festzusetzen, in Erwägung gezogen, u. nach reifem Nachdenken über die daraus entspringenden Verhältnisse und Pflichten, erkannt, daß es ihre erste Sorge seyn mußte, zwischen den Bevollmächtigten sämtlicher Höfe freie und vertrauliche Erörterungen einzuleiten. Zugleich aber sind sie zu der Ueberzeugung gelangt, daß es dem gemeinschaftlichen Interesse aller Theilnehmer angemessen seyn wird, eine allgemeine Zusammenberufung ihrer Bevollmächtigten bis auf den Zeitpunkt zu verschieben, wo die von ihnen zu entscheidenden Fragen den Grad von Reife gewonnen haben werden, ohne welchen ein mit den Grundsätzen des Völkerrechts, den Stipulationen des Pariser Friedens, und den gerechten Erwartungen der Zeitgenossen möglichst überein-

dans la dernière guerre, enverront des Plénipotentiaires à Vienne, pour régler dans un Congrès général les arrangemens qui doivent compléter les dispositions du dit traité; et, après avoir mûrement réfléchi sur la situation dans laquelle ils se trouvent placés, et sur les devoirs qui leur sont imposés, ils ont reconnu, qu'ils ne sauroient mieux les remplir, qu'en établissant d'abord des communications libres et confidentielles entre les Plénipotentiaires de toutes les Puissances. Mais ils se sont convaincus en même tems, qu'il est de l'intérêt de toutes les parties intervenantes de suspendre la réunion générale de leurs Plénipotentiaires jusqu'à l'époque où les questions, sur lesquelles on devra prononcer, seront parvenues à un degré de maturité suffisant pour que le résultat réponde aux principes du droit public, aux

stimmendes Resultat, nicht zu erreichen seyn würde. Die förmliche Eröffnung des Congresses ist demnach bis auf den 1. November ausgesetzt worden, und die obgedachten bevollmächtigten Minister leben der Hoffnung, daß die in der Zwischenzeit vorzunehmenden Arbeiten, zur Berichtigung der Ideen, zur Ausgleichung der Ansichten und zur Beförderung des großen Werkes, welches der Gegenstand ihrer gemeinschaftlichen Sendung ist, wesentlich beitragen werden.

Wien, den 8ten October 1814.

stipulations du traité de Paris, et à la juste attente des contemporains. L'ouverture formelle du Congrès sera donc ajournée au 1er du mois de Novembre, et les susdits Plénipotentiaires se flattent, que le travail auquel ce délai sera consacré, en fixant les idées, et en conciliant les opinions, avancera essentiellement le grand ouvrage qui est l'objet de leur mission commune.

Vienne, le 8. Octobre 1814.

IV.

Französische Bemerkungen

zu der Bekanntmachung, (datirt Wien 18ten October 1814) daß die förmliche Eröffnung des Congresses auf den 1. Nov. 1814 ausgesetzt sey.

(Aus dem Pariser Moniteur vom 22. October 1814.)

„La déclaration précédente, en exposant les motifs qui font différer l'ouverture du congrès de Vienne, est le premier garant de l'esprit de sagesse qui dirigera les travaux des plénipotentiaires assem-

blés. C'est, en effet, par la maturité des conseils, c'est dans le calme des passions que doit renaître la tutélaire autorité des principes du *droit public* invoqués et reconnus dans le dernier traité de Paris.

„Ainsi la juste attente des contemporains sera remplie, et l'on obtiendra, dans les prochaines négociations, un résultat conforme à ce que le droit des gens et la loi universelle de justice prescrivent aux nations entr'elles.

„A l'époque où de grandes puissances se sont liguées pour ramener dans les relations mutuelles des états, le respect des propriétés et la sûreté des trônes, on ne peut attendre que des transactions politiques revêtues de cet équitable caractère.

„Déjà l'Europe accepte cet heureux augure, et la France, qui n'est jalouse d'aucun des avantages que d'autres états peuvent raisonnablement espérer, n'aspire qu'au rétablissement d'un juste équilibre. Ayant en elle tous les élémens de force et de prospérité, elle ne les cherche point au-delà de ses limites; elle ne prête l'oreille à aucune insinuation tendant à établir des systêmes de simple convenance; et reprenant le rôle qui lui assura jadis l'estime et la reconnoissance des peuples, elle n'ambitionne d'autre gloire que celle dont les garanties reposent sur l'alliance de la force avec la modération et la justice; elle veut redevenir l'appui du foible et le défenseur de l'opprimé.

„Dans cette disposition, la France concourra aux arrangemens propres à consolider la paix générale; et les souverains qui ont si noblement proclamé les mêmes principes, consacreront avec elle ce pacte durable qui doit assurer le repos du monde.“

V.

Bekanntmachung

wegen Ueberreichung und Prüfung der Vollmachten der für den Congreß bevollmächtigten Minister, Abgeordneten und Geschäftführer, datirt Wien den 1sten November 1814.

Declaration

Da durch die Declaration vom 8. October die Eröffnung des Congresses bis auf den 1. Nov. ausgesetzt worden ist; so haben die bevollmächtigten Minister der Höfe, welche den Friedens-Tractat vom 30. Mai unterzeichneten, sich dahin vereinigt, einander wechselseitig ihre Vollmachten mitzutheilen, und solche in einem bei der geheimen Hof- und Staatskanzlei Sr. kais. königl. apostol. Maj. hierzu bestimmten Bureau niederzulegen. Damit man aber auf eine authentische Weise zur Kenntniß der von den übrigen Höfen beauftragten Personen gelange, werden alle diejenigen, die mit Vollmachten zum Congreß versehen sind, hierdurch

Déclaration.

L'ouverture du congrès ayant été par la déclaration du 8. octobre ajournée au 1. novembre, les Plénipotentiaires des Puissances, qui ont signé le traité du 30. mai, sont convenus de se communiquer réciproquement leurs pleins-pouvoirs et de les faire déposer à un bureau établi pour cet effet à la chancellerie intime de cour et d'état de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique. Et afin de connoître et de constater d'une manière authentique les personnes chargées des intérêts des autres Puissances, ils invitent tous ceux qui sont munis de pouvoirs pour le congrès, à les faire

aufgefordert, solche in dem nämlichen Bureau zu überreichen. Die Verification der Vollmachten wird durch eine, aus drei bevollmächtigten Ministern bestehende Commission vollzogen werden; und nach Beendigung dieses Geschäftes, werden die Minister der obgedachten Höfe die Maaßregeln in Vorschlag bringen, die sie für die zweckmäsigsten halten werden, um den fernern Geschäftsgang des Congresses zu bestimmen.

Das Bureau zur Annahme der Vollmachten wird am 3. November eröffnet werden.

Wien, den 1sten November 1814.

remettre de même au dit bureau. Une commission de trois Plénipotentiaires procédera à la vérification de ces pouvoirs; et à la suite de cette vérification les Plénipotentiaires des susdites Puissances proposeront les mesures qu'ils auront jugées les plus convenables pour régler la marche ultérieure du congrès.

Le bureau où les pleins-pouvoirs seront reçus et déposés sera ouvert à dater du 3. novembre.

Vienne, le 1. novembre 1814.

VI.

Verzeichniß

der zu dem wiener Congreß bevollmächtigten Minister derjenigen acht Höfe, welche den pariser Friedensschluß unterzeichnet hatten, oder ihm beigetreten sind.

Für Oesterreich: Fürst von Metternich, Freiherr von Wessenberg (zuletzt österreichischer Gesandter in London).

Für Rußland: Graf Rasumowsky (ehemaliger russischer Botschafter zu Wien), Graf Stackelberg (jetziger russischer Gesandter zu Wien), Graf Nesselrode, StaatsSecretär für die auswärtigen Geschäfte.

Für Frankreich: Fürst von Talleyrand, Herzog von Dalberg, Graf La Tour du Pin, Graf Alexis Noailles.

Für England: Lord Castlereagh, Lord Cathcart (brittischer Botschafter am russischen Hofe), Lord Clancarty (zuletzt brittischer Botschafter im Haag), Lord Stewart (Lord Castlereagh's Bruder, Botschafter am wiener Hofe).

Für Preussen: Staatskanzler Fürst von Hardenberg, Freiherr von Humboldt (designirter preussischer Gesandter zu Paris.)

Für Schweden: Graf Löwenhielm (schwedischer Gesandter am russischen Hofe).

Für Spanien: Chevalier Labrador (Staatsrath in dem Departement der auswärtigen Geschäfte).

Für Portugal: Graf Palmella Souza-Holstein (portugiesischer Gesandter in England), Graf Saldanha da Gama (portugiesischer Gesandter am russischen Hofe), Chevalier Lobo de Silveira (designirter Gesandter am wiener Hofe).

Diese Minister haben dem östreichischen Staatsminister Fürsten von Metternich, das Präsidium bei ihren Sitzungen übertragen.

Für die teutschen Angelegenheiten hat sich eine Comité oder Ausschuß von fünf Höfen (Wien, Berlin, München, Hannover und Stuttgart) gebildet, der gewöhnlich aus folgenden Bevollmächtigten besteht: für Oesterreich Freiherr v. Wessenberg; für Preus-

sen Freiherr v. Humboldt; für Baiern Feldmarschall Fürst Wrede; für Hannover Graf Münster und Graf Hardenberg, für Wirtemberg Graf Winzingerode und Freiherr von Linden.

VII.

Oeffentliche Notiz

über die Förmlichkeiten des wiener Congresses, über den dermaligen Sinn des Wortes Congreß, über die Lage und Abtheilungen seiner Geschäfte, in dem November 1814 *).

In einem Augenblick, wo die Aufmerksamkeit des gesammten europäischen Publikums auf die Negociationen in Wien gerichtet ist, glauben wir unsern Lesern einen Dienst zu erweisen, indem wir ihnen folgenden Auszug aus einem Schreiben eines unserer dortigen Correspondenten mittheilen.

Die Geschäfte werden auf dem Congreß ohne alles Geräusch, aber nichts desto weniger mit Ernst und Folge betrieben, und wir überzeugen uns mit jedem Tage mehr, daß, wenn die Cabinetter alle lästigen Formalitäten beseitigten, dieß nur geschah, um die grossen Entscheidungen, welche der Pariser Friede auf diesen Congreß ausgesetzt hatte, so schnell, als es bei der Vielseitigkeit der damit verknüpften Rücksichten möglich war, zu Stande zu bringen. Aus den Declarationen vom 8. Okt. und 1. Nov. ergiebt sich, daß die Mäch-

*) Dieser, wie es scheint, halb offizielle Artikel ward zuerst in der prager Zeitung, und nachher in dem zu Wien erscheinenden Oestreichischen Beobachter, Num. 328, bekannt gemacht.

te, welche den Pariser FriedensTractat unterzeichneten, sich auch berufen fühlten, dem Artikel, der die Berichtigung der offen gebliebenen Fragen nach Wien verwies, seine bestimmte Deutung und Anwendung zu geben.

Es erfordert keine tiefe politische Einsicht, um zu begreifen, daß dieser Wiener Congreß keinen frühern Congreß zum Muster nehmen konnte. Das Geschäft der Versammlungen, die bisher diesen Namen geführt haben, war ein auf bestimmte Gegenstände gerichteter staatsrechtlicher Prozeß, zwischen zwei oder mehreren zum Kriege gerüsteten oder im Kriege mit einander begriffenen Parteien, dessen Ausgang ein Friedensschluß seyn sollte.

Diesmal ist der Friede bereits wirklich geschlossen; Parteien treten als Freunde auf, die, wenn gleich mit mehr oder weniger getheiltem Interesse; doch gemeinschaftlich an der Vervollständigung und Befestigung desselben arbeiten wollen; und die Gegenstände der Unterhandlung sind in einer großen Mannigfaltigkeit, theils durch frühere Entscheidungen vorbereiteter, theils noch ganz unentschiedener Fragen enthalten. Die Mächte, welche den Pariser Frieden schlossen, waren unstreitig am besten berechtiget, den Sinn, welcher mit dem Worte Congreß in dieser ganz neuen Zusammenstellung verbunden werden sollte, und folglich auch die Form zu bestimmen, die der Erreichung des ihnen vorschwebenden Zweckes am zuträglichsten war. Sie bedienten sich dieses ihres Rechtes auf eine für die sämmtlichen Interessenten, und mithin auch für das gemeinschaftliche Wohl von Europa, gleich vortheilhafte Weise, indem sie durch die Declaration vom 8. Okt. alle in Wien versammelten

Bevollmächtigten aufforderten, die zwischen ihnen auszugleichenden Gegenstände, auf dem schnellsten und wirksamsten Wege, nämlich den confidentiellen, zu verhandeln.

So hat der Congreß sich ohne irgend eine förmliche Einleitung, noch vorher bestehende gesetzliche Vorschrift, die Niemand ihm zu geben befugt war, von selbst gebildet. Der Rath jener Mächte, die ihn eigentlich geschaffen hatten, behielt sich bloß die allgemeine Leitung des Geschäftsganges, ohne irgend einen Eingriff in die Rechte der einzelnen, durchaus unabhängigen Parteien vor. Durch die persönliche Gegenwart so vieler Monarchen, Cabinetter und Bevollmächtigten größerer und kleinerer Höfe, wurden die Hindernisse, welche die Entfernung und Zeitverlust, so oft dem glücklichen Erfolg verwickelter Unterhandlungen entgegensetzen, beseitiget; und die europäischen Mächte auf einem und demselben Schauplatze versammelt, boten einander wechselseitig, zur wesentlichen Erleichterung ihres Geschäftes, eine Menge von Vereinigungs-Punkten und Negociations-Mitteln dar, die in ihrer gewöhnlichen, getrennten Lage nie Statt finden konnten. Die ersten europäischen Höfe benutzten diese Stellung, um mit Zuziehung eines oder mehrerer unpartheiischer Mittler, in directe Unterhandlungen zu treten; zu gleicher Zeit vereinigten sich die ersten teutschen Mächte, um über die Fundamental-Gesetze der im Tractat von Paris angekündigten Föderativ-Verfassung der teutschen Staaten zu berathschlagen.

Die jetzige Lage der Congreß-Geschäfte ist, nach den besten Angaben, die ich mir darüber zu verschaffen gewußt, folgende:

Als Central-Punkt der Geschäftsleitung besteht der Rath der acht Mächte (Rußland, Preussen, Oesterreich, Frankreich, England, Schweden, Portugall, Spanien), die den Tractat von Paris unterzeichnet hatten. Die Minister, welche denselben bilden, haben dem ersten kaiserlich-österreichischen Bevollmächtigten den Vorsitz in ihren Versammlungen übertragen.

Die teutsche Bundesverfassung wird von den Bevollmächtigten von Oesterreich, Preussen, Baiern, Hannover und Würtemberg entworfen, und soll dem Vernehmen nach, nächstens mit den übrigen teutschen Höfen in Berathung genommen werden. Teutschland wird durch die ihm zugedachte Verfassung wieder ein eigener politischer Körper, und so in sich selbst fest gegründet, und für innere und äussere Zwecke vollständig gebildet, durch seine Lage in der Mitte der civilisirten Welt, der Schlußstein eines politischen Gebäudes, welches den sämmtlichen europäischen Staaten eine dauerhafte Garantie ihrer Sicherheit und Ruhe darbieten soll.

Die Unterhandlnngen in Betreff des künftigen Schicksals des Herzogthums Warschau werden zwischen Oestreich, Rußland und Preussen unmittelbar mit Zuziehung Englands betrieben.

Die noch unberichtigten Territorial-Verhältnisse in Teutschland sind ein Hauptgegenstand der Verhandlungen zwischen den Ministern der dabei interessirten Mächte, die sich, abgesondert von den Berathschlagungen über die künftige politische Verfassung Teutschlands, damit beschäftigen.

Die Angelegenheiten der Schweitz werden mit den Abgeordneten der Föderation, unter Vermittlung der europäischen Hauptmächte geführt.

Zur Berichtigung der noch offenen Fragen in Italien sind eben so viel abgesonderte Unterhandlungen eingeleitet, als es abgesonderte Interessenten und Negotiations-Puncte giebt.

Die in diese verschiedenen Unterhandlungen eingreifenden Mächte behalten sich vor, die Resultate derselben, welche nur in ihrer Verbindung mit dem Ganzen auf definitive Gültigkeit Anspruch haben können, nach Beendigung sämmtlicher Geschäfte, unter die allgemeine Garantie aller Theilnehmer zu stellen.

Nachschrift.

Englische Zeitungen enthalten folgendes Verzeichniß der auf dem wiener Congreß zu unterhandelnden und zu bestimmenden Gegenstände.

1) Polens Wiederherstellung, ganz oder zum Theil, als unabhängiger Staat.

2) Das Schicksal des Königreichs Sachsen und verschiedener anderer teutschen Staaten.

3) Die Bundesverfassung (und die Staatsverfassung, insbesondere die landständische Verfassung) der unabhängigen teutschen Staaten.

4) Belgiens Bestimmung und Begrenzung.

5) Verschiedene Bestimmungen über Staaten Italiens.

6) Spaniens Ansprüche auf die Herzogthümer Parma und Piacenza.

7) Die von Portugal an Spanien begehrte Rückgabe Olivenza's.

8) Organisation der Schweiz.

9) Abschaffung des Negerhandels.

(10) Maasregeln gegen die Seeräubereyen der Barbaresken.)

VIII.

Entwurf

der Grundlage der teutschen BundesVerfassung *).

1) Alle Staaten Teutschlands vereinigen sich durch einen feierlichen Vertrag, den jeder Theilhaber auf ewige Zeit schließt und beschwört, in einen politischen föderativen Körper, der den Namen teutscher Bund führt, und aus dem Niemand heraustreten darf. Verletzungen des BundesVertrags werden mit Acht bestraft.

2) Dieser Bund soll in sich begreifen folgende dem Hause Oesterreich gehörende Länder: Salzburg, Tyrol, Bergtolsgaden, Vorarlberg und dasjenige was dieses Erzhaus am Oberrhein erhalten wird. Alles was Preussen links der Elbe besitzt und erhält, ferner alle teutschen Staaten, so wie sie von der Ostsee, der Eyder, der Nordsee, dem niederländischen, französischen und schweizerischen Gebiete begrenzt werden.

1) Die hier nicht genannten östreichischen und preussischen Staaten bleiben besser ausserhalb des Bundes,

*) Am 13. Sept. 1814 zu Baden bei Wien, in einer Conferenz, dem kaiserlich-östreichischen Staats- und ConferenzMinister auch Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Herrn Fürsten von Metternich, von dem königlich preussischen Staatskanzler, Herrn Fürsten von Hardenberg, mitgetheilt. Anm. des Herausg.

damit es desto weniger Schwierigkeiten habe, diejenigen Theile jener beiden Monarchen die mit in den Bund aufgenommen werden, allen Bundesgesetzen zu unterwerfen, um das Band desto fester zu knüpfen. Oesterreich und Preussen, als Mächte, aber schliessen mit der Föderation ein unauflösliches Bündniß und garantiren besonders die Verfassung und Integrität desselben.

3) Jeder izt im Besitz der Landeshoheit sich befindende Staat, übt in seinen Grenzen die landeshoheitlichen Rechte aus, welche die Bundes-Acte nicht zum gemeinschaftlichen Besten ausnimmt oder beschränkt.

4) Diejenigen vormals mit der Reichsstandschaft versehen gewesenen Fürsten, Grafen und Herren, welche mediatisirt wurden, nehmen Antheil am Bunde, wie weiter unten bestimmt werden wird. Sie bleiben zwar der Landeshoheit unterworfen, ihre Rechte und Pflichten sind aber sowohl in Absicht auf ihre Person als auch ihre Besitzungen genau zu bestimmen und unter die Garantie des Bundes zu setzen. Ihnen sind besonders persönliche Ehre, Macht und Vorzüge einzuräumen, auch die Renten und Einkünfte wieder zugeben, die am 12. Jul. 1806 in die Contributions-Cassen flossen. In den Ländern zu denen sie gehören, sind die Familien Häupter, erblich die ersten Stände. In ihren Familien genießen sie die alte teutsche Autonomie. In Criminal Sachen sollen sie von einem judicio parium gerichtet werden. Ihnen werden Jurisdictions Rechte gesichert, und Präsentations-Rechte in den landesherrlichen höchsten Gerichten zugestanden.

4) Billig sollten die mediatisirten ehemaligen Reichsstände mit den übrigen gleichgesetzt werden, da dieses aber ohne grosse Zerrüttungen nicht geschehen kann, so ist wenigstens alles Mögliche hier zu thun, und sie jeder insbesondere gegen alle Bedrückungen sicher zu stellen.

5) Aehnliche Bestimmungen sind wegen der übrigen fast unmittelbar gewesenen Personen zu treffen.

6) Jedem Bundesunterthan werden durch die Bundesacte näher zu bestimmende teutsche Bürgerrechte gesichert, insonderheit

1) die Freiheit ungehindert und ohne eine Abgabe zu entrichten, in einen andern zum Bund gehörenden Staat auszuwandern, oder in dessen Dienste zu treten.

2) Die Sicherheit des Eigenthums, auch gegen Nachdruck.

3) fehlt.

4) das Recht der Beschwerde vor dem ordentlichen Richter, und in den dazu geeigneten Fällen bei dem Bunde.

5) Preßfreiheit nach zu bestimmenden Modificationen.

6) Das Recht sich auf jeder teutschen Lehranstalt zu bilden.

7) In jedem zum Bunde gehörenden Staat soll eine ständische Verfassung eingeführt oder aufrecht erhalten werden. Allgemeine Grundsätze sind dieserhalb als minimum der Rechte der Landstände festzusetzen. Sie sollen bestehen aus den Familienhäuptern der mediatisirten vormaligen Reichsstände, des sonst unmittelbaren und übrigen Adels, als erblichen und auserwählten Ständen. Ihre Befugnisse sollen zu-

gleich seyn, ein näher zu bestimmender Antheil an der Gesetzgebung, Verwilligung der Landesabgaben, Vertretung der Verfassung bei dem Landesherrn und dem Bunde.

8) Man soll suchen, allgemeine nützliche Einrichtungen und Anordnungen zum Wohl des Ganzen herzustellen, als z. B. ein allgemeines Gesetzbuch, gleiches Münzwesen, eine zweckmäßige Regulirung der Zölle, des Postwesens, Beförderung und Erleichterung des Handels und wechselseitigen Verkehrs ꝛc.

9) Die Bundesstaaten sollen in 7 Kreise eingetheilt werden, nemlich:

VorderOesterreich.
Baiern und Franken.
Schwaben.
Oberrhein.
Niederrhein und Westphalen.
Niedersachsen.
Obersachsen und Thüringen.

10) Der vorderösterreichische Kreis enthält, Salzburg, Tyrol, Bergtolsgaden und Vorarlberg.

11) Der baierisch-fränkische Kreis alle Staaten des Königs von Baiern.

12) Der schwäbische Kreis alle Staaten des Königs von Wirtemberg.

13) Der oberrheinische Kreis, das Land, welches Oestreich am Oberrhein erhalten wird, die großherzogl. badischen Länder und die hohenzollerischen Fürstenthümer.

14) Der niederrheinisch-westphälische Kreis, alle Lande welche der König von Preussen an beiden Rheinufern und bis an die Weser besitzt oder erhalten wird, die

lippe-detmoldischen, nassau-weilburg- und usingischen, auch waldeckschen Länder, die teutschen Besitzungen des souverainen Fürsten der Niederlande.

15) Der niedersächsische Kreis die Länder, welche das bisherige Kurhaus Hannover in Niedersachsen und Westphalen besitzt oder besitzen wird, die des Hauses Braunschweig, die des Hauses Glückstadt und Oldenburg, Schaumburg-Lippe, und die drei Städte Hamburg, Lübeck und Bremen.

3) Einige stimmen dahin die drei Hansestädte dem obersächsisch-thüringischen Kreise anzuschliessen.

16) Der obersächsisch-thüringische Kreis, das Königreich Sachsen, die herzogl. mecklenburgischen, sächsischen, anhaltischen, schwarzburgischen, reußischen Länder, die Staaten der Häuser HessenCassel und Darmstadt und die freie Bundesstadt Frankfurt.

17) Jeder Kreis soll einen oder zwei Kreisobersten haben, deren Befugnisse und Obliegenheiten zunächst die Aufrechthaltung und Befolgung des Bundesvertrags, der Bundesbeschlüsse und der bundesrichterlichen Sprüche, die Militärverfassung und allgemeine Ordnung und Sicherheit im Kreise betreffen.

Wo zwei KreisObristen sind, übt sie der erste aus und wird dabei vom zweiten sublevirt.

Der vorderöstreichische Kreis, der Kaiser von Oestreich.

Der baierisch-fränkische, der König von Baiern.

Der schwäbische, der König von Wirtemberg.

Der oberrheinische, der Kaiser von Oestreich und Großherzog von Baden.

Der niederrheinisch-westphälische, der König von Preussen.

Der niedersächsische, der König von England als Besitzer von Hannover.

Der obersächsisch-thüringische der König von Preussen und den bisherigen Kurfürsten von Hessen.

4) Man ist hier von der Voraussetzung ausgegangen, daß um so viel als möglich Zufriedenheit zu bewirken, allen zuletzt gewesenen Kurfürsten, als Kreisobristen Sitz und Stimme in dem ersten Rath der Bundesversammlung gegeben werden. Zugleich ist die Zahl der Kreise, um sie nicht zu sehr zu vervielfältigen, auf 7 beschränkt, und den Häusern Baden und Hessen nur eine zweite Kreisobristenstelle angewiesen. Wollte man diese ausschliessen, so würde es nur 7 Kreisobristenstellen bedürfen, 2 für Oesterreich, 2 für Preussen, 1 für Baiern, 1 für Hannover, 1 für Wirtemberg. Ich halte es aber nicht für billig und räthlich. Es ist in Vorschlag gekommen, Belgien, und wo möglich die ganzen Niederlande, in den teutschen Bund einzuziehen. Die Idee scheint vortrefflich! Dann müßte man aus diesen Ländern den burgundischen Kreis machen, und dem Fürsten der Niederlande eine selbstständige Kreisobristenstelle geben.

18) Es soll eine Bundesversammlung zu Frankfurt am Main seyn. Diese Stadt wird für eine freie Bundesstadt erklärt.

19) Die Bundesversammlung soll bestehen:

1) Aus dem Directorio.

2) Aus dem Rath der Kreisobristen.

3) Dem Rath der Fürsten und Stände.

20) Das Directorium führt der Kaiser von Oesterreich, welcher den Vorsitz bei allen Bundesversammlungen hat, und der König von Preussen, gemeinschaftlich.

21) Im Rath der Kreisobristen haben Stimmen:

Oestreich, als Director	1
vom vorderöstreichischen Kreis,	1
vom oberrheinischen Kreis,	1
Preussen, als Director	1
vom obersächsisch-thüringischen Kreis,	1
vom niederrheinisch-westphälischen Kreis,	1
Baiern, vom baierisch-fränkischen Kreis,	1
Hannover, vom niedersächsischen Kreis,	1
Wirtemberg, vom schwäbischen,	1
Baden, vom oberrheinischen,	1
Kurhessen, vom obersächsisch-thüringischen Kreis,	1
	11.

22) Der Rath der Kreisobristen soll sich mit Ausschluß der übrigen Bundesstaaten mit Allem beschäftigen, was die auswärtigen Verhältnisse des Bundes angeht, und durch Mehrheit der Stimmen darüber entscheiden, auch allein das Recht der Verträge mit Auswärtigen, der Annahme und Absendung von Gesandten und Geschäftsträgern von und bei auswärtigen Staaten, des Kriegs und Friedens, und nach den unten folgenden Bestimmungen die militärische Gewalt ausüben. Ueberdem hat der Kreisobristenrath die Leitung und die ganze executorische Gewalt des Bundes.

23) Der Rath der Fürsten und Stände soll aus den übrigen BundesMitgliedern bestehen. Diese sind:

1) Alle diejenigen Fürsten, welche Länder besitzen, die eine Bevölkerung von 50,000 Seelen und darüber haben. Diese Länder mögen sich selbstständig befinden, oder mediatisirt seyn, mit einer Stimme.

Die Bevölkerung wird da, wo mehrere Zweige des Hauses sind, zusammengezählt, z. B. Hohenzollern Hechingen und Siegmaringen führen nur eine Stimme.

2) die vier Bundesstädte Hamburg, Lübeck, Bremen und Frankfurt am Main, jede mit einer Stimme.

3) Sechs CuriatStimmen, in welche sämmtliche Grafen und Herren zu vereinigen sind, welche vormals die Reichsstandschaft hatten, und deren Besitzungen eine Bevölkerung von 50,000 Seelen nicht erreichen.

4) Oesterreich hat auch in dem Rath der Fürsten und Stände den Vorsitz, und gemeinschaftlich mit Preussen das Directorium, auch Sitz und Stimme. Beides wird durch besondere zweite Bothschafter ausgeübt.

24) Der Rath der Fürsten und Stände constituirt mit dem Rath der KreisObristen, und mit dem Directorio, die gesetzgebende Gewalt des Bundes. Diese beschäftigt sich mit Allem, was die Wohlfahrt desselben im Innern und ein allgemeines Interesse betrifft. Das Verhältniß zur TerritorialGesetzgebung bestimmt sich dadurch, daß sich die Bundesversammlung nur mit Verordnungen beschäftigen kann, die ein allgemeines Interesse angehen. Ein Landesgesetz darf aber nie und in keinem Fall gegen ein Bundesgesetz seyn.

25) Der Rath der Fürsten und Stände versammelt sich jährlich an einem näher zu bestimmenden Tag, und bleibt nur zusammen bis die vorliegenden Geschäfte abgemacht sind.

26) Sowohl der Rath der Kreisobristen als der Rath der Fürsten und Stände deliberiren abgeson-

dert für sich, und die Conclusa werden nach Mehrheit der Stimmen abgefaßt. Das Directorium faßt das gemeinschaftliche Conclusum, und sucht die abweichenden Meinungen der beiden Räthe zu vereinigen. Ist solches nicht möglich, so entscheidet das Directorium.

27) Es wird ein eigenes Bundesgericht zu Frankfurt a. M. angeordnet, dessen Mitglieder von den Bundesständen nach einer zu bestimmenden Form zu präsentiren sind und welches einen Senat zur Instruction, und einen zum Spruch in erster Instanz in Streitsachen der Fürsten und Stände unter sich enthalten soll. Mediatisirte können nur in persönlichen Sachen, oder in solchen, die aus Verletzung des Bundesvertrags entstehen, vor diesem Bundesgericht Recht stehen. Uebrigens gehören ihre Prozesse vor die Landesgerichte. Der Rechtsgang ist näher zu bestimmen.

28) Kein Bundesglied darf das andere bekriegen, oder sich durch Selbsthülfe Recht verschaffen. Die Execution der Urtheile liegt dem Kreisobristen ob, wenn es ein zu seinem Kreis gehörendes Bundesglied angeht. Betrifft es einen KreisObristen, so sind alle KreisObristen schuldig die Execution zu übernehmen.

29) Recurse der Unterthanen an das Bundesgericht finden nur in solchen Fällen statt, wo sie über Bedrückungen zu klagen haben, die dem Bundesvertrag und den ihnen zugesicherten Rechten zuwider sind, oder in Fällen verweigerter JustizAppellationen an das Bundesgericht; in Streitigkeiten derjenigen die der Landeshoheit unterworfen sind, unter sich, sind sie nicht zulässig; eben so wenig in Rechtssachen gegen die Landesherren. Solche Gegenstände gehören vor die höchsten Gerichte der Kreisobristen, denen aber durch den Bundesvertrag die

schon in der Natur der Sache liegende Unabhängigkeit in ihren Urtheilssprüchen zu sichern ist. Nur in dem Fall daß diese gekränkt werden, findet der Recurs an die Bundesversammlung statt.

30) Die höchsten Gerichte der KreisObristen entscheiden, in letzter Instanz, in Sachen aller zum Kreis gehörenden Unterthanen, und auch in Prozessen derselben gegen ihre Landesherren. Man könnte aber anordnen, daß nach gewissen Bestimmungen, von dem höchsten Gericht eines KreisObristen an das eines benachbarten zu appelliren gestattet sey. Criminal-Urtheile der Gerichte der Kreisstände über eine gewisse Strafe hinaus, sind der Revision jener höchsten Gerichte unterworfen.

31) Die MilitärVerfassung des Bundes muß stark und kräftig seyn und schnelle Hülfe gewähren. Jeder KreisObrister und wo in einem Kreise zwei sind, der erste, ist Oberbefehlshaber des ganzen Kreis-Militärs.

32) Das Contingent eines jeden, sowohl an LinienTruppen als Landwehr ist zu bestimmen. Stände die ein ganzes Regiment mit allem Zubehör oder mehr stellen können, haben nur die Befugniß, eigene Truppen zu halten, die übrigen stellen eine zu bestimmende Anzahl Recruten zu dem Heer des KreisObristen, und leisten einen verhältnißmäßig zu bestimmenden Beitrag zu den Kriegskosten desselben, doch ist ihnen verstattet, Ehrenwachen zu haben; die Contingente müssen stets vollzählig mit allen Kriegsbedürfnissen versehen und marschfertig seyn.

Wegen der Conscription und Verpflichtung zur Landwehr, und zum Landsturm, desgleichen wegen

Befreiung davon, sind allgemeine Grundsätze anzunehmen, und gesetzlich festzusetzen.

Dem KreisObristen steht die Aufsicht über die ganze Kreiskriegsverfassung und das Recht darüber zu halten, mithin die OberInspection und Musterung, auch wenn es nöthig ist die Befugniß zu, unvermeidliche Zwangsmittel anzuwenden.

33) Die zu einem Kreise gehörenden Truppen sollen eine und dieselbe Bezahlung haben, wie die des KreisObristen.

34) In Friedenszeiten bleiben sie zur Disposition des Landesherrn. Bei entstehenden Kriegen aber, oder zur Execution gerichtlicher Sprüche, zur Erhaltung der Ruhe und Ordnung im Kreise, hat der KreisObrist das Recht sie zusammenzuziehen und zu befehligen.

35) Daß die nöthigen Fonds zur Bezahlung der Truppen und Behufs der Kriegsbedürfnisse, Festungen ꝛc. gesichert sind, ist der Aufsicht und Controlle der KreisObristen zu unterziehen. Es sind einzelne Einkünfte hierzu auszusetzen, und auf andere Gegenstände unter keinem Vorwand zu verwenden.

36) Es ist keinem Bundesgliede erlaubt, Truppen in den Sold eines andern Staates zu geben. Dieses kann nur durch einen Beschluß des ganzen Bundes geschehen. *)

37) Gewisse, näher zu bestimmende, Plätze sind zu Bundesfestungen zu bestimmen. Wegen ihrer Einrichtung und Erhaltung, desgleichen wegen ihrer Besatzung ist das Nöthige festzusetzen, und dazu ein siche-

*) NB. ist zu ändern, soll heissen: nur von dem Rath der Obristen. vid. Schreiben vom 26. Jul. (Anmerk. des Grafen von Solms-Laubach.)

rer Fond anzuweisen. Sie stehen, nach den getroffenen Bestimmungen, unter dem Befehl des KreisObristen in dessen Bezirk sie liegen.

38) Wird ein Bundesstaat angegriffen, so sind alle Glieder des Bundes zu seiner Vertheidigung verpflichtet. Solche, die zugleich Länder besitzen, die nicht zum teutschen Bunde gehören, haben in Absicht auf diese keinen unbedingten Anspruch auf die Hülfe des Bundes, in so fern das zu errichtende beständige Bündniß mit Oesterreich und Preussen, in Absicht auf dieses nichts hierüber bestimmt; eben so wenig wenn sie in Kriege verwickelt werden, wo sie der angreifende Theil sind. Der Rath der KreisObristen entscheidet ob dieses der Fall, und ob es nöthig sey, ein besonderes Bündniß mit den Bedrohten oder in Krieg verwickelten Bundesgenossen abzuschliessen oder nicht.

39) Bundesstaaten die nicht zugleich auswärtige Länder besitzen, dürfen allein und ohne den ganzen Bund weder Kriege führen, noch Theil nehmen; eben so wenig für sich allein mit fremden Mächten unterhandeln.

40) Die vereinigten Niederlande, und wo möglich auch die Schweiz, sind zu einem beständigen Bündniß mit dem teutschen Bunde einzuladen.

41) Die politische Existenz desselben ist auf dem bevorstehenden Congresse von den contrahirenden Mächten zu garantiren.

IX.

Artikel,

welche bei der Conferenz der fünf teutschen Mächte (Oestreich, Preussen, Baiern, Hannover, Wirtemberg) zur Grundlage gedient haben *).

1) Die Staaten Teutschlands (mit Inbegriff Oesterreichs und Preussens für ihre teutschen Länder) vereinigen sich zu einem Bunde, welcher den Namen des teutschen führen wird. Jeder Eintretende leistet Verzicht auf das Recht, sich ohne Zustimmung der übrigen davon zu trennen.

2) Der Zweck dieses Bundes, ist die Erhaltung der äussern Ruhe und Unabhängigkeit, und die innere Schonung der verfassungsmäsigen Rechte jeder Classe der Nation.

3) Indem die Bundesglieder zu Erreichung dieses, auf das Wohl des gemeinsamen Vaterlandes gerichteten Endzwecks zusammentreten, behalten sie, alle und jede, den vollen und freien Genuß ihrer Regierungsrechte, in so weit dieselben nicht durch den im vorigen Artikel bestimmten Zweck eingeschränkt, und diese Einschänkungen in der BundesUrkunde namentlich ausgedrückt sind.

4) Der Zweck des Bundes wird erreicht,

a) durch die, mit einer Eintheilung Teutschlands in eine Anzahl von Kreisen verbundene, Anordnung

*) Vorgelegt im Namen der Höfe von Wien, Berlin und Hannover, in der Versammlung der Bevollmächtigten der fünf oben genannten teutschen Mächte, am 16. October 1814. A. d. H.

einer Bundesversammlung, welche aus einem Rath der Kreisobersten, und einem Rath der übrigen Stände besteht.

b) durch den Einfluß, welcher jedem Kreisobersten nach dem Inhalte der Bundesurkunde und unter der Aufsicht der Bundesversammlung über die Stände seines Kreises anvertraut wird.

5) Im Rathe der Kreisobersten erscheinen:

Oesterreich mit 2
Preussen mit 2
Baiern mit 1
Hannover mit 1
Würtemberg mit 1 Stimme.

Er ist ununterbrochen in derselben Stadt versammelt, entscheidet nach der Mehrheit der Stimmen, und es werden so viele Kreise gebildet, als Stimmen in dessen Rathe sind. Ihm gebührt

a) ausschließlich und allein, die Leitung der ausübenden Gewalt des Bundes, die Vertretung desselben, da er, als ein Ganzes gegen auswärtige Mächte erscheinen muß, die Entscheidung über Krieg und Frieden.

b) zugleich mit dem Fürsten- und StändeRath die Besorgung derjenigen Gegenstände, welche den Wirkungskreis dieses letzten ausmachen.

6) Der Rath der Stände besteht;

a) aus einer Anzahl fürstlicher Häuser, den Kreisobersten mit eingerechnet, mit Virilstimmen. Diese Häuser würde man nach dem Alter der Fürstenwürde, dem Glanz der Geschlechter und der Volksmenge dergestalt auswählen, daß ausser allen altfürstlichen Häusern, einige neufürstli-

che darin wären, jedoch nur solche, deren Länder in ihren verschiedenen Zweigen eine Bevölkerung von mehr als 200,000 Seelen in sich fassen.

b) aus den übrigen fürstlichen Häusern und den freien Städten, mit Curiatstimmen.

Ihm gebührt, aber nur zugleich mit dem Rath der Kreisobersten, jedoch so, daß beide in abgesonderten Kammern rathschlagen, die gesetzgebende Gewalt des Bundes, und er beschäftigt sich daher hauptsächlich mit allgemeinen, auf die innere Wohlfahrt gerichteten Anordnungen. Er versammelt sich nur alljährlich einmal, und bleibt nur bis zu Abmachung der jedesmal vorliegenden Geschäfte beisammen.

7) Die Kreisobersten sind in ihren Rechten vollkommen gleich; nur führt Oesterreich in beiden Räthen der Bundesversammlung das Geschäfts-Directorium, worunter jedoch bloß eine formelle Leitung der Geschäfte zu verstehen ist.

8) Den Kreisobersten steht das Geschäft zu:

a) die Bundesvertretung und die Bundesbeschlüsse aufrecht zu erhalten,

b) die Kreisversammlungen zu leiten,

c) die höchste Aufsicht über das Kriegswesen des Kreises auszuüben,

d) mit ihren Gerichten die letzte Instanz für diejenigen Kreisstände zu bilden, welche nach dem Bundesvertrag nicht selbst eine höchste Instanz haben sollen.

Ihr Verhältniß zu den einzelnen Kreisständen, wird verschieden, nach der grössern oder geringern Beträchtlichkeit derselben, bestimmt; wozu die obige Eintheilung der mit Viril- und Curiat-

stimmen begabten zur Anleitung dienen kann. Die Rechte, welche den Kreisobersten nach dem Bundesvertrag zustehen, üben dieselben nicht vermöge einer eigenen, mit ihrer Eigenschaft als Landesherren verbundenen Gewalt, da vielmehr in dieser Hinsicht alle übrigen teutschen Stände gleiche Rechte mit ihneu haben, sondern als Beauftragte des Bundes, und vermöge des ihnen von demselben übertragenen Amtes aus.

9) Um zu verhindern, daß nicht ein einzelner Bundesstaat die äussere Sicherheit Teutschlands in Gefahr bringen könne, verpflichtet sich jeder, welcher keine Länder ausserhalb Teutschland besitzet, keine Kriege für sich mit auswärtigen Mächten zu führen, noch an denselben Theil zu nehmen, auch ohne Vorbehalt der Zustimmung des Bundes keine darauf Bezug habende Bündnisse noch Subsidien, oder andere die Ueberlassung von Truppen betreffende Verträge einzugehen. Wenn erstere Staaten, welche auch ausserhalb Teutschland Länder besitzen, im Kriege mit andern Mächten verwickelt werden, so bleibt es der Berathung des Bundes überlassen, auf den Vorschlag des kriegführenden Theils daran Theil zu nehmen, oder nicht.

10) Die teutschen Fürsten begeben sich gleichfalls des Rechts der Bekriegung unter einander, und unterwerfen ihre Streitigkeiten (nur sofern sie sich nicht durch Austrägal Instanz abmachen lassen), nach festzusetzender Bestimmung, der zugleich von dem Rath der Kreisobersten und einem Bundesgericht zu erlassenden richterlichen Entscheidung. Dieses, zu diesem Behuf anzuordnende Bundesgericht, spricht auch über Klagen, die

über Verletzung des Bundesvertrages in einzelnen Ländern, bei demselben erhoben werden.

11) Der Bundesvertrag setzt die Nothwendigkeit einer (land) ständischen Verfassung in jedem einzelnen Bundesstaate fest, und bestimmt ein Minimum der ständischen Rechte, überläßt es aber übrigens den einzelnen Ständen, ihren (Land) Ständen nicht nur ein Mehreres einzuräumen, sondern auch ihnen eine der Landesart, dem Charakter der Einwohner und dem Herkommen angemessene Einrichtung zu geben.

12) Der Bundesvertrag bestimmt gewisse Rechte, welche jeder Teutsche, wie z. B. das der Auswanderung unter gewissen Beschränkungen, der Annahme Kriegs- oder bürgerlicher Dienste, in andern teutschen Staaten, u. s. w. in jedem teutschen Staat ungekränkt geniessen soll. Bei den zwei letzten Paragraphen, bleibt Oesterreich und Preussen die Berücksichtigung ihrer besondern Verhältnisse, in Hinsicht ihres grössern Umfangs und ihrer Zusammensetzung aus Ländern, die nicht zum Bunde gehören, unbenommen.

X.

Note confidentielle

de la Russie à l'Autriche et à la Prusse.

(Wodurch der in vorstehenden 12 Artikeln enthaltene Bundesplan gebilligt und unterstützt wird.)

Vienne, *le* 11. *novembre* 1814.

Le soussigné secrétaire d'État a rendu compte à S. M. l'Empereur son auguste maître des résultats, que présentent les conférences relatives à l'organi-

sation future de l'Allemagne. S. M. Impériale a vu avec une vive satisfaction, que les cabinets de Vienne, de Berlin et d'Hanovre ont proposé le 14 octobre un plan de fédération, qui est conforme aux principes de justice et d'organisation sociale, au bonheur des individus et aux intérêts de l'Europe, en demandant que le droit de faire la guerre et la paix, celui de décider des contestations entre les Princes, et de veiller aux intérêts généraux soit délégué à la confédération, et qu'il soit formé des états provinciaux tutélaires de la liberté et de la propriété garantis par la fédération.

L. L. M. M. l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse déclarèrent à Calisch, le 13. (25.) mars 1813, la dissolution de la Ligue du Rhin, et leur ferme et immuable résolution d'aider les Princes et les peuples allemands à reconquérir leur liberté et leur indépendance.

Les succès des puissances alliées eurent pour suite l'affranchissement de l'Allemagne du joug étranger. Des traités d'accession assurèrent aux Princes leur conservation, mais rien ne fut alors statué sur leurs rapports intérieurs.

Le traité de l'alliance de Chaumont et la paix de Paris stipulèrent que l'Allemagne seroit un état fédératif. Les princes d'Allemagne trouveront sans doute dans ce principe une nouvelle preuve de la sollicitude des puissances alliées et reconnoîtront d'ailleurs la nécessité d'établir un systême qui les préserve de l'instabilité et de tous les dangers d'une existence isolée.

Ce n'est que dans un pareil systême que l'Europe peut retrouver la garantie de la tranquillité intérieure de l'Allemagne et par conséquent l'espoir,

que les forces désormais soumises à une direction concentrée, ne soient employées que pour l'intérêt général, que l'état d'irritation, qui existe encore, cesse entièrement, que les abus de l'autorité soient prévenus, les rapports de la noblesse fixés, et que les droits de tous soient déterminés et protégés par des institutions fortes, sages et libérales.

Ces principes se retrouvent, dans toute leur force et dans toute leur pureté, dans le plan de fédération proposé par les cabinets de Vienne, de Berlin et d'Hanovre. S. M. l'Empereur de Russie ne peut donc qu'y donner son entier assentiment, décidé à appuyer ce projet par son intervention, si les circonstances devoient l'exiger.

Le soussigné est chargé d'en donner l'assurance à S. A. M. le prince de Metternich (de Hardenberg), et de s'expliquer confidentiellement avec lui sur les moyens de le faire généralement adopter. L'intérêt que l'Europe prend à cette belle et noble cause est motivé par des considérations plus décisives encore pour son auguste allié et d'un pareil concours de circonstances il ne peut que résulter des décisions salutaires et dont la nature répond à l'importance de l'objet.

Le comte de Nesselrode.

XI.

Note

wodurch der hannöverische Staats- und Cabinets-Minister Graf von Münster auf dem wiener Congreß erklärt, daß der Kurfürst von Hannover den Königs-Titel angenommen habe, datirt Wien vom 12. Oct. 1814.

Der unterzeichnete hannöverische Staats- und Cabinetsminister ist von seiner allergnädigsten Landesherrschaft beauftragt, zur Kenntniß des ..... Hofes folgende Erklärung über den Titel zu bringen, womit Se. königl. Hoheit der Prinz Regent von Großbrittannien und von Hannover den Titel eines Churfürsten des heil. röm. Reichs ersetzen zu müssen glaubt. Da die Mächte, welche an dem pariser Frieden Antheil genommen haben, im 6. Artikel desselben festgesetzt haben, „daß die Staaten von Teutschland unabhängig und durch ein Föderativband vereinigt seyn sollen", so ist der Titel eines Churfürsten des h. r. R. den Umständen nicht mehr angemessen. Mehrere der vornehmsten Mächte haben von Sr. königl. Hoheit dem Prinzen Regenten begehrt, daß dieser Titel aufgehoben werde, und zu erkennen gegeben, daß manche für das künftige Wohl von Teutschland nöthige Anordnungen dadurch werden erleichtert werden, wenn der Königstitel an die Stelle trete. Es sind diese Betrachtungen allein, welche Se. königl. Hoheit bewogen haben, einzustimmen. Da das Haus Braunschweig-Lüneburg eines der angesehensten und ältesten in Europa ist, da die hannöverische Linie desselben seit einem Jahrhunderte einen der größten Thronen einnimmt, ihre Besitzungen in Teutschland zu den beträchtlichsten teutschen Staaten gehören,

alle ältere Churfürsten des Reichs, so wie auch das Haus Wirtemberg, ihre Staaten zum Königreich erhoben haben, und der Prinz Regent den Rang nicht aufgeben kann, den Hannover bis zu der Auflösung des teutschen Reichs eingenommen hat; so haben Se. k. Hoh. sich entschlossen, indem Sie für Ihr hohes Haus den kurfürstlichen Titel ablegen, durch gegenwärtige Note, welche der Unterzeichnete den Befehl erhalten, Sr. ..... dem ..... zu übergeben, zu erklären, daß Sie die Provinzen, welche das hannöverische Land ausmachen, zu einem Königreich erheben, und fürs künftige für dessen Landesherrn den Titel eines Königs von Hannover annehmen. Das Band enger Freundschaft, welches zwischen Sr. königl. Hoheit und dem ...... Hofe besteht, läßt keinem Zweifel Platz, daß diese Erklärung mit den obgedachtem Verhältnisse angemessenen Gesinnungen werde aufgenommen, und der Titel, den der Prinz Regent unter den obwaltenden Verhältnissen sich bewogen gefunden, für Sein Haus in Teutschland anzunehmen, anerkannt werde. Der Unterzeichnete ergreift diese Gelegenheit mit besonderem Vergnügen, um Sr. ...... dem Herrn ... seine ausgezeichneteste Hochachtung zu bezeugen. Wien, den 12. Oct. 1814.

Graf v. Münster.

XII.

Patent,

wodurch der Kurfürst von Hannover seine Annehmung der königlichen Würde bekannt macht, datirt Carltonhouse den 26. Oct. 1814.

Wir Georg, Prinz Regent, im Namen und von wegen Unsers Herrn Vaters Majestät, Georgs des

Dritten, von Gottes Gnaden Königs des vereinigten Reiches Großbritannien und Irland, auch Königs von Hannover, Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg ꝛc. ꝛc.

Entbieten sämmtlichen Unsern Unterthanen, Prälaten, Rittern, Herren und Dienern, Unsern gnädigsten und geneigten Gruß, und thun ihnen zu Jedermanns Nachachtung hiermit kund:

Nachdem im pariser Frieden mit Unserer Zustimmung, von den vorzüglichsten Mächten Europas beschlossen worden ist, die ehemalige Verfassung des teutschen Reichs ihrer Form nach nicht wieder herzustellen, sondern an deren Stelle einen Bundes-Verein unter unabhängigen teutschen Staaten zu errichten, der dem Zwecke der Sicherstellung des gemeinschaftlichen Vaterlandes gegen auswärtige Feinde und gegen die Mißbräuche der Willkühr im Innern entsprechen möchte; so hat durch das Wegfallen eines electiven Reichs-Oberhaupts, der bisher von Unserm königl. Hause geführte kurfürstliche Titel aufgehört, den nunmehr beliebten staatsrechtlichen Verhältnissen angemessen zu seyn.

Bei der Wahl eines an die Stelle der kurfürstlichen Würde zu übernehmenden Titels haben Wir in Erwägung gezogen, daß die Kurfürsten des heil. röm. Reichs gesetzlich den Königen gleich geachtet wurden, und daß sie königliche Ehre genossen; daß ferner nicht nur alle übrig bleibende altkurfürstliche Häuser, sondern selbst eines der neuern*), welches im Range Unserm Hause nachstand, die königliche Würde angenommen haben, was Wir endlich in Unsern teutschen Verhältnissen um so weniger dem

*) Wirtemberg.

Glanze Unsers königl. Hauses etwas zu vergeben geneigt seyn können, als dasselbe seit mehr als einem Jahrhundert einen der größten Throne der Welt bestiegen, und durch diese Verbindung dem teutschen Vaterlande vielfältig Schutz und Unterstützung hat angedeihen lassen.

Wir haben demnach in Erwägung aller dieser Umstände Uns entschlossen, Unsere teutschen Staaten, unter Erbittung des göttlichen Segens, zu einem Königreiche zu erheben, und für dieselben den Titel eines Königs von Hannover anzunehmen.

Wie nun diese im Voraus schon von mehreren Mächten genehmigte Maasregel bereits durch eine, von Unserm Staats- und CabinetsMinister, auch Erb-Landmarschall Grafen von Münster, als Unserm ersten Bevollmächtigten beim Congreß zu Wien, daselbst am 12. Oct. den vorzüglichsten Höfen Europa's übergebene Note zu deren Kenntniß gebracht worden ist; so befehlen Wir nunmehr allen Unsern getreuen Unterthanen und den Landesbehörden, von nun an, künftig in allen zu erlassenden Verfügungen und Schreiben, statt des alten Titels, sich des nachstehenden zu bedienen: König des vereinigten Reichs Großbritannien und Irland, auch König von Hannover, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg rc.

Gegeben Carltonhouse, den 26. October des 1814. Jahrs, Unsers Herrn Vaters Majestät Regierung im fünf und funfzigsten.

Georg, P. R.

XIII.

Schriftliches Votum

der beiden hannöverischen CongreßBevollmächtigten, welches der Comité der fünf teutschen Höfe (Oestreich, Preussen, Baiern, Hannover, Wirtemberg) übergeben ward, datirt

Wien den 21. Oct. 1814.

Unterschriebener Bevollmächtigter Sr. königl. großbritannisch-hannöverischen Majestät hielt sich verpflichtet, auf die von Seite der königl. baierischen und königl. wirtembergischen Hofe geäusserten Widersprüche gegen den §. 2 und 11 der zur Deliberation gestellten 12 Puncte *), welche besonders die ständischen und individuellen persönlichen Rechte der teutschen Unterthanen überhaupt betreffen, diejenigen Grundsätze an den Tag zu legen, welche sein allergnädigster Herr zu behaupten für eine heilige Pflicht gegen das teutsche Vaterland ansiehet.

Se. königl. Hoheit der Prinz Regent von Großbritannien und Hannover können den Satz nicht anerkennen, daß selbst nach den Veränderungen, die in Teutschland vorgegangen sind, den Fürsten ganz unbedingte, oder rein despotische Rechte über ihre Unterthanen zustehen.

Der Grundsatz, daß der Verfall der teutschen Reichsverfassung auch den Umsturz der TerritorialVerfassung teutscher Staaten (insofern diese nicht Puncte betraf, die ausschließlich ihr Verhältniß mit dem Reich bezweckten), im rechtlichen Sinne nach sich ziehen, läßt sich keineswegs zugeben.

*) Es sind dieses die oben abgedruckten „Artikel" u. s. w. A. d. H.

Ein Repräsentativ System ist in Teutschland von den ältesten Zeiten her Rechtens gewesen. In vielen Staaten beruheten dessen nähere Bestimmungen auf förmlichen Verträgen zwischen dem Landesherrn und ihren Unterthanen; und selbst in denen Landen, wo keine ständischen Verfassungen erhalten waren, hatten die Unterthanen gewisse und wichtige Rechte, welche die Reichsgesetze nicht allein bestimmt darlegten, sondern auch schützten.

Kann man nicht zugeben, daß der Verfall der Reichsverfassung die TerritorialVerhältnisse unter den Fürsten und ihren Unterthanen (insofern diese auf die Reichsverfassung keinen Bezug hatten) nothwendig aufschob, so läßt sich auch nicht behaupten, daß die zwischen den teutschen Fürsten und Buonaparte geschlossenen Verträge den Rechten ihrer Unterthanen de jure etwas vergeben konnten; sie durften kein Gegenstand der Transactionen seyn. Kein Fürst würde wünschen, in dem Licht sich darzustellen, als hätte er mit einem fremden Fürsten einen Vertrag gegen seine Unterthanen eingehen wollen, und selbst die Rheinbunds Acte, weit entfernt, den Fürsten despotische Rechte einzuräumen, beschränkt dieselben in wesentlichen Stücken. Ohnehin blieb die Beendigung der Bundesgesetze aus besondern Ursachen stets ausgesetzt.

Eben so wenig läßt es sich behaupten, daß die späterhin mit den alliirten Mächten geschlossenen Verträge, in denen diese die Souverainetäts-Rechte der dem Bunde beitretenden Fürsten sichern, diese vorhin nicht legaliter besessenen Rechte über ihre Unterthanen, ihnen hätten beilegen wollen oder können. Jene Rechte machten einmal keinen Gegenstand der Transaction aus; andern Theils liegt in dem Begriffe der SouverainetätsRechte keine Idee der

Despotie. Der König von Großbritannien ist unläugbar eben so souverain, als jeder andere Fürst in Europa, und die Freiheiten seines Volks befestigen seinen Thron, anstatt ihn zu untergraben.

Unter Voraussetzung dieser Grundsätze, müssen Unterzeichnete darauf bestehen, daß künftig in Teutschland,

1) die Rechte bestimmt werden mögen, die den teutschen Unterthanen von Alters her mit Recht zugestanden haben;

2) daß es ausgesprochen werden möge, daß die auf Gesetze oder Verträge beruhende TerritorialVerfassung, unter Vorbehalt der nöthig werdenden Modificationen, bestehen sollen;

3) daß da, wo keine ständische Verfassung gewesen, auch auf den Fall, daß Oesterreich, Preussen, Baiern und Wirtemberg, entweder wegen ihrer besondern Verhältnisse, oder auf die angeführten Tractaten gestützet, sich davon ausschliessen sollten, für die Stände, die sich zur Unterwerfung unter alle, für Teutschlands Wohl nöthige, Maasregeln verstanden haben, für die Folge, als Gesetz, erklärt werde, daß die Einwilligung der Stände,

a) zu den aufzulegenden Steuern (wohlverstanden, daß sie zu den Bedürfnissen des Staats beizutragen schuldig sind) erforderlich sey,

b) daß sie ein Stimmenrecht bei neu zu verfassenden Gesetzen,

c) die Mitaufsicht über die Verwendung der zu bewilligenden Steuern haben sollen,

d) daß sie berechtigt sind, im Fall der Malversation, die Bestrafung schuldiger Staatsdiener zu begehren.

Schließlich ist es zwar nicht der Wunsch Hannovers, daß Civilsachen künftig durch Appellationen an das Bundesgericht in gewöhnlichen Fällen gebracht werden sollen, oder zu verhindern, daß die Landesherrn nicht vor ihren eigenen Gerichten Recht geben oder nehmen sollen. Nur muß man es hannöverischer Seits für nöthig halten, daß in solchen Fällen die Richter von ihren Pflichten von dem Herrn entbunden, und lediglich nach den Gesetzen, mit Hintansetzung aller etwaigen Cabinets-Rescripte, zu sprechen angewiesen seyen. In solchen Fällen aber, wo Stände gegen den Mißbrauch der Souverainetätsrechte der Fürsten klagen wollen, muß nothwendig der Recurs an den Bund ihnen offen stehen.

Nur durch solche liberale Grundsätze können wir beim jetzigen Zeitgeist, und bei den billigen Forderungen der teutschen Nation, Ruhe und Zufriedenheit herzustellen hoffen.

Wien, den 21. October 1814.

Münster.

Hardenberg.

XIV.

Note

der bevollmächtigten Abgeordneten neun und zwanzig teutscher souverainer Fürsten und Städte, an den kaiserlich-östreichischen Staats- und ConferenzMinister rc., Herrn Fürsten von Metternich, und an den königlich-preussischen Staatskanzler, Herrn Fürsten von Hardenberg, datirt Wien den 16 Nov. 1814.

Nachdem der 6. Artikel des von den Hauptmächten Europa's unterzeichneten Pariser Tractats, als allgemeiner Ausspruch über die künftige Verfassung Teutschlands, den Grundsatz aufgestellt hatte, daß die teutschen Staaten unabhängig und durch ein föderatives Band vereint seyn sollten, durften die allerseitigen Committenten der Unterzeichneten sowohl, als andere in gleichem Verhältniß mit ihnen stehende teutsche Staaten, mit Recht erwarten, zu den Verhandlungen, welche die künftige Verfassung und Vereinigung des gemeinschaftlichen Vaterlandes betreffen, zugezogen zu werden.

Dieß ist bisher nicht geschehen, und ausser denen, als Paciscenten beim Pariser Frieden aufgetretenen hohen Mächten, Oesterreich und Preussen, scheinen einige, in ähnlicher Categorie mit mehrern nicht Eingeladenen stehende teutsche Höfe, als Repräsentanten für die Mehrheit ihrer übrigen teutschen Mitstaaten auftreten zu wollen.

In dieser Lage der wichtigsten Angelegenheiten Teutschlands, sind die Unterzeichneten, nach nunmehr officiell angekündigter Eröffnung des Congresses, und

nach geschehener Ueberreichung ihrer Vollmachten, der Würde ihrer Committenten, den Pflichten gegen das teutsche Vaterland und den Millionen, die auch sie zu vertreten haben, schuldig, nicht länger zu schweigen.

Die Souverainetät der teutschen Staaten ist von den hohen alliirten Mächten anerkannt und garantirt worden; und wenn dagegen in den von den meisten teutschen Fürsten abgeschlossenen Accessionsverträgen dieselben versprochen haben, in dieser Hinsicht den Maasregeln beizupflichten, welche zur Behauptung der Unabhängigkeit von Teutschland für nöthig erachtet werden würden; so liegt in diesem Versprechen kein Verzicht auf das Recht, zur Anordnung jener Maasregeln mitzuwirken. Darüber, daß das Urtheil über die Frage, welche Maasregeln zu jenem höchsten Endzweck nothwendig seyen? ausschließlich und entscheidend von einigen teutschen Mächten und von der Minderzahl der Interessenten solle ausgesprochen werden, beobachten die Accessionsverträge ein gänzliches Stillschweigen, und lassen demnach die ursprünglich gleiche Befugniß aller in den Gesellschaftsvertrag des teutschen Staatenbundes eintretenden Interessenten, ihre freie Stimme zu den organischen Gesetzen der einzugehenden Staatengesellschaft abzugeben, unangetastet bestehen.

Gestützt auf diese Verträge, auf die Bestimmung des Pariser Friedens, und die Grundsätze des Völkerrechts, werden die Unterzeichneten allerseitigen Committenten ihrer Theilnahme an der Constituirung des Bundes niemals entsagen, sondern müssen darauf bestehen, daß dieses allen teutschen Volksstämmen zustehende Recht, auch von den Regierungen aller, nach billig festzusetzenden Normen ausgeübt werde, und behalten sich solches ausdrücklich bevor.

Dagegen werden sie es mit Dank erkennen, wenn Ihre Majestäten der Kaiser von Oesterreich und der König von Preussen ihnen, auf der Basis gleicher Rechte und einer vollständigen Repräsentation aller Bundesglieder beruhende Vorschläge über die künftige Verfassung, und die zur Sicherung der Freiheit und Unabhängigkeit Teutschlands und der Teutschen nothwendig scheinenden Maasregeln, zur freien Berathung und Beschlußnahme mittheilen wollen, und werden ihre Bereitwilligkeit beweisen, zum Besten des Ganzen, denjenigen Einschränkungen Ihrer Souverainetät sowohl im Innern ihrer Staaten, als im Verhältniß gegen Auswärtige, beizupflichten, welche als allgemein verbindlich für Alle werden beschlossen werden.

Namentlich sind sie damit einverstanden, daß aller und jeder Willkühr, wie im Ganzen durch die Bundesverfassung, so im Einzelnen in allen teutschen Staaten, durch Einführung landständischer Verfassungen, wo dieselben noch nicht bestehen, vorgebeugt und den Ständen folgende Rechte gegeben werden:

1) das Recht der Verwilligung und Regulirung sämmtlicher zur Staatsverwaltung nothwendiger Abgaben;

2) das Recht der Einwilligung bei neu zu erlassenden allgemeinen Landesgesetzen;

3) das Recht der Mitaufsicht über die Verwendung der Steuern zu allgemeinen Staatszwecken;

4) das Recht der Beschwerdeführung, insbesondere in Fällen der Malversation der Staatsdiener, und bei sich ergebenden Misbräuchen jeder Art.

Wobei übrigens den einzelnen Staaten die angemessene Einrichtung der ständischen Verfassung, nach dem Character der Einwohner, den Localitäten und dem Herkommen überlassen bleibt.

Eben so ist es ihr Wunsch, daß der Justizgang, in jeder Beziehung, unabhängig von Willkühr erscheine, und insbesondere jede Classe unter ihren ordentlichen Richter gestellt bleibe oder werde.

Endlich halten sie sich überzeugt, die teutsche Verfassung würde ihren festesten Bestand alsdann erst behaupten können, wenn ein gemeinsames Oberhaupt, welches dem teutschen Verband den ersten Rang unter den europäischen Nationen gab, an der Spitze der teuschen Verbindung dem von den Ständen des Bundes gemeinsam beschlossenen die unverbrüchliche Vollziehung sichern, die Säumigen oder Weigernden ohne Unterschied, mit erforderlichem Nachdruck zur Erfüllung des Bundesvertrags anhalte, der Bundesjustiz schnelle und vollkommne Folge verschaffe, die Kriegsmacht des Bundes leite, und so im Innern und gegen Aussen allen Staaten desselben, auch dem mächtigsten als Beschützer, erster Repräsentant der teutschen Nation, und Gegenstand allgemeiner Ehrfurcht, der Verfassung aber als kräftigster Garant, als teutscher Freiheit Aegide, sich darstelle.

Indem die Unterzeichneten Seiner des Herrn Fürsten von N. Hochfürstliche Gnaden gehorsamst bitten, diese ihre Erklärung zur Kenntniß Sr. Maj. zu bringen, und sonst davon zweckdienlichen Gebrauch zu machen, freuen sie sich eine Veranlassung zu haben, die Versicherung ihrer vollkommensten Verehrung zu erneuern.

Wien den 16. November 1814.

Graf von Keller, kurhessischer Staatsminister und Bevollmächtigter.

G. F. von Lepell, kurhessischer zweiter Bevollmächtigter.

Freiherr von Türkheim, großherzogl. hessischer Geheimer Rath und Bevollmächtigter.

von Wolframsdorf, Bevollmächtigter des herzoglichen Gesammthauses Anhalt.

von Schmidt-Phiseldeck, herzogl. braunschweigischer Bevollmächtigter.

Schmidt, Bevollmächtigter der freien Hansestadt Bremen.

Danz, Bevollmächtigter der freien Stadt Frankfurt.

Gries, Bevollmächtigter der freien Hansestadt Hamburg.

Hellwing, fürstl. lippe-detmoldischer Bevollmächtigter.

Hach, Bevollmächtigter der freien Hansestadt Lübeck.

Frhr. von Plessen, herzogl. mecklenburg-schwerinscher Staatsminister und Bevollmächtigter.

von Oerzen, herzogl. mecklenburg-strelitzischer Staatsminister und Bevollmächtigter.

Frhr. von Gagern, }
Frhr. von Marschall, } Bevollmächtigte des nassauischen Hauses.

von Wiese, Bevollmächtigter des Gesammthauses der Fürsten von Reuß.

von Gersdorf, Bevollmächtigter von Sachsen Weimar.

von Minkwitz, herzoglich sachsen-gothaischer Bevollmächtigter.

von Erffa, herzogl. sachsen-meinungischer Bevollmächtigter.

von Baumbach, herzogl. sachsen-hildburghausischer Bevollmächtigter.

Baron Fischler von Treuberg, herzogl. sachsen-koburg-saalfeldischer Bevollmächtigter.

von Berg, als fürstl. schaumburg-lippischer, und als fürstl. waldeckischer Bevollmächtigter.

von Weise, fürstl. schwarzburg-sondershausenscher Bevollmächtigter.

von Kettelhodt, fürstl. schwarzburg-rudolstädtischer Bevollmächtigter.

XV.

Verbal-Note

des herzoglich-braunschweigischen Abgeordneten, Herrn Geheimen Raths von Schmidt genannt Phiselbeck, an den königlich-hannöverischen ersten Bevollmächtigten, Herrn Staats- und Cabinets-Minister, Grafen von Münster, datirt Wien den 16. November 1814.

Der Unterzeichnete hat die übrigen Abgeordneten teutscher Fürsten und Gebiete von der Privatäusserung, welche er sich über den gemeinschaftlichen Wunsch Aller, die Verfassung des teutschen Bundes zu dessen bessern Zusammenhaltung durch Wiederherstellung der Kaiserwürde geknüpft zu sehen, am 11. d. M. gegen Sr. Excellenz den königl. hannöverischen Staats-Minister Grafen von Münster erlaubt hat, und von der ihm gewordenen Gegenäusserung unterrichtet:

„daß Sr. Excellenz zwar als Privatmann denselben Wunsch hegten, dessen Erfüllung aber die Pariser Verhandlungen und die Worte des Friedensschlusses entgegenständen, daher Sr. Exc. ehe sie Ihre Meinung über die Ausführbarkeit der Sache bestimmt äussern könnten, unterrichtet seyn müßten, was für Attributionen man der Würde eines Kai-

sers oder Bundeshauptes beigelegt zu sehen vermeine,"

und hat darauf nicht nur völlige und einstimmige Billigung der gegen Se. Exc. gethanen Aeusserung, sondern auch den Auftrag erhalten, in Beziehung auf vorstehende Frage Folgendes als die gemeinschaftliche Ansicht und Meinung zu erkennen zu geben.

Es erscheine sehr schwer und fast unthunlich, über die dem Haupte des teutschen Bundes beizulegenden Attributionen ein vollständiges Detail vorzulegen, weil damit zugleich ein vollkommener Entwurf einer Constitution des Bundes verbunden werden müsse, welchen auszuarbeiten es bis jetzt an Veranlassung gefehlt habe. Inzwischen glaube man, vorläufig, folgende Attributionen der Würde eines Bundeshauptes als wesentlich voraussetzen zu müssen:

1) die Aufsicht über die Beobachtung der Beschlüsse des Bundes und deren Vollstreckung, ohne Ansehen der Person;

2) Aufsicht über die Justizverfassung, und besonders die richterliche Behörde, welche im Namen des Hauptes und des Bundes spricht, mit dem Befugnisse zur Ernennung des Personals und Vollstreckung der Erkenntnisse, wo solches nöthig seyn sollte;

3) Vorsitz in der Bundesversammlung, welche neben der Gesetzgebung besonders über Krieg und Frieden und Bündnisse gemeinschaftlich beschließt, auswärts aber besonders durch das Bundeshaupt repräsentirt wird;

4) Direction der Reichsbewaffnung und Anführung im Reichskriege.

Man glaube dabei voraussetzen zu können, daß diese Attributionen von der Art seyen, daß sie bei weiterer Ausarbeitung eines Constitutions-Plans hinreichenden Raum liessen, und billige Ansprüche auf Auszeichnung einer oder der andern der vorzüglichsten teutschen Mächte zulassen, so wie es sich auch von selbst verstehe, daß die vorstehenden Attributionen bei der wirklichen Ausarbeitung eines ConstitutionsPlans den Umständen nach näher bestimmt werden müßten.

Uebrigens könne man darin mit Se. Exc. nicht ganz einstimmig seyn, wenn Sie dafür hielten, daß der Pariser Frieden der Knüpfung des Bundes an ein Haupt entgegen stehe, müsse vielmehr vom Gegentheil sich überzeugt halten, indem die beabsichtigte, so wie überhaupt jede Bundesverbindung die Existenz eines Vorstandes oder Hauptes nicht ausschlösse, vielmehr die bekannten Staatenverbündnisse durch ein Haupt oder Vorsteher geknüpft werden: es auch in der Natur der Sache liege, daß selbiges viel mehr Einheit und Kraft in der Verwaltung im Innern, viel mehr Stärke von Aussen gewähre, als wenn die executive Gewalt mehreren Personen anvertraut sey, deren Berathschlagungen und Entschlüsse auf der schwankenden Mehrheit der Stimmen beruhe.

Wenn dagegen der Satz aufgestellt werden wolle, daß eine solche Uebertragung dieser Gewalt an ein aus den vornehmsten Ständen zusammengesetztes Collegium, dem Mißbrauche der Macht um so sicherer begegne, so sey zu erwägen, daß bei allen executiven und Sicherungsmaasregeln es vielmehr auf Einheit und Schnelligkeit der Ausführung ankomme, damit nicht während der Deliberationen ein unwiederbringlicher Nachtheil geschehe, und dem Mißbrauche übri-

gens durch constitutionelle Schranken hinreichend begegnet werden könnte und müßte.

Man habe in dieser Ueberzeugung so eben eine Note an die Höfe von Wien und Berlin übergeben, welche denselben Vorwurf, und übrigens das Erbieten enthalte, seiner Seits in Allem, was zur Errichtung einer liberalen Verfassung erforderlich sey, gern und willig die Hand zu bieten, und glaube schon dadurch seine Ueberzeugung zu rechtfertigen, daß man die Idee eines Bundeshauptes so wenig an sich, als auch in den gegenwärtigen Verhältnissen für unausführbar halte.

Man glaube daher, nachdem schon gezeigt worden, daß selbige dem Pariser Frieden nicht widerstrebe, nur noch bemerken zu müssen, daß die jetzt in Teutschland existirenden Königskronen derselben kein Hinderniß in den Weg legen dürften; denn es sey schon vorhin die Krone Böhmen unter den Reichsständen und Kurfürsten gewesen, und habe selbige die im Reiche erforderlichen Maasregeln nicht als ihrer Würde entgegen strebend angesehen. Rühmlich sey es bekannt, wie sehr der preussische Hof auch nach erhaltener Königskrone die Freiheit Teutschlands und die Aufrechthaltung der teutschen Verfassung bei mehreren Gelegenheiten bereitwillig befördert habe, und daher zu erwarten, daß beide genannten Kronen gern zu gleichem Zwecke ferner zu wirken, sich bereit finden lassen werden. Die Krone von Baiern, Hannover und Wirtemberg aber glaube man um so viel mehr, als dazu vor allen andern bereitwillig annehmen zu dürfen, da alle drei lediglich teutsche Staaten beherrschen, daher in der Aufrechthaltung der teutschen Verfassung auch für sich selbst höchlich interessirt seyen, und die künftige Constitution solche Maasnehmungen enthalten könne, welche, ohne den übrigen teutschen Ständen nachtheilig zu werden, ihnen

diejenigen Attributionen beilegte, welche ein billiges Sachverhältniß erfordern, dagegen ihr eigener Besitzstand durch eine kräftige Verfassung um so viel mehr befestigt und beruhigt werde.

Es sey daher nur noch übrig, die Frage zu berühren, ob man die Würde eines Bundeshauptes, unter welchem Titel es übrigens sey, als erblich zu übertragen wünsche? Diese Frage aber sey an sich sehr verschiedenen Betrachtungen unterworfen, und glaube man, daß dieselben, von mehreren politischen Hinsichten abhängig, für diesen Augenblick noch unberührt gelassen werden dürfe.

Man bemerke für jetzt nur noch schließlich, daß man sich überzeugt halte, in obigen den gemeinsamen oder den angewohnten Begriffen der ganzen teutschen Nation gemäßen Wunsch ausgesprochen zu haben, weil auf keine andere Weise die erforderlichen Bedingungen des teutschen Bundes, nämlich der Gerechtigkeit gegen Alle, der Einheit der Nation, der Dauerhaftigkeit und Stärke, nach Aussen sowohl als im Innern, in der gehörigen Vollständigkeit zu erreichen stünden, und ersuche daher Se. Exc. den Herrn Grafen von Münster, dazu Ihrer Seits kräftigst mitzuwirken.

Indem der Unterzeichnete des Auftrags, dieses zur Kenntniß Sr. Exc. zu bringen, sich hiedurch entledigt, bittet er zugleich die Versicherung seiner vorzüglichsten Hochachtung und verehrungsvollen Ergebenheit erneuern zu dürfen. *)

Wien, den 16. November 1814.

Schmidt Phiselbeck.

*) Dieser Erklärung traten bei, die Fürsten von Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Sigmaringen, in einer Note vom 24. Nov. 1814 unbedingt, und

XVI.

Note

der bevollmächtigten Abgeordneten neun und zwanzig teutscher souverainer Fürsten und Städte an den königl. großbritannisch-hannövrischen Herrn Staats- und Cabinets-Minister auch Erblandmarschall, Grafen von Münster, mit Uebersendung ihrer, unter dem 16. Nov. 1814 an die Bevollmächtigten der Höfe von Wien und Berlin erlassenen Note, datirt Wien den 16. November 1814.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten teutscher Fürsten und Städte beehren sich, Sr. Excellenz dem königl. großbritannisch-hannöverischen Herrn Staats- und Cabinets-Minister, Grafen von Münster, diejenige Note hierdurch mitzutheilen, welche sie dato an die beiden Höfe von Wien und Berlin zu erlassen sich für verpflichtet gehalten haben.

Sie ersuchen Se. Excellenz, diese Mittheilung eben so, als wenn die Note den Umständen nach an Sr. Excellenz Selbst hätte gerichtet werden können, betrachten, davon Gebrauch machen, und das ersuchen um gefällige Unterstützung des Inhalts derselben, als einen besondern Beweis des Ihnen gewidmeten persönlichen

auch im Wesentlichen, so viel die Einführung der landständischen Verfassung nach den oben bestimmt angegebenen Grundlagen betrifft, der Großherzog von Baden, in einer Note vom 1. Dec. 1814. Beider Noten folgen hier unten. Von Holstein-Oldenburg wird ein ähnlicher Beitritt noch erwartet.

Zutrauens ansehen, und übrigens die Versicherung der unwandelbaren Hochschätzung und Verehrung annehmen zu wollen.

Wien, den 16. November 1814.

(Folgen die Unterschriften, wie unter der nächstvorhergehenden Note.)

XVII.

Antwort

des königlich großbritannisch-hannöverischen Herrn Staats- und Cabinets-Ministers und ersten Bevollmächtigten, Grafen von Münster, an die Abgeordneten neun und zwanzig teutscher souveräner Fürsten und Städte, auf diejenige Zuschrift, womit sie ihm ihre an die Höfe von Wien und Berlin gerichtete Note vom 16. Nov. 1814 übersendet hatten, datirt Wien den 25. November 1814.

Der unterzeichnete Cabinets-Minister und erste Be-Bevollmächtigte Sr. großbritannischen und hannöverischen Majestät bei dem Congreß in Wien, hat die Zuschrift zu erhalten die Ehre gehabt, womit die Herren Bevollmächtigten mehrerer teutschen Höfe, die von Ihnen am 16. Nov. an die Höfe von Wien und Berlin gerichtete Note zur Mittheilung an Sr. königl. Hoheit den Prinzen Regenten von Großbritannien und Hannover haben zukommen lassen. Er erlaubt sich, Ihro Excellenzen, Hoch- und Hochwohlgebornen bei dieser Gelegenheit zugleich für das unschätzbare Zutrauen seinen

ganz ergebensten Dank darbringen zu dürfen, womit Dieselben ihn durch den Antrag beehrt haben, im Namen Ihrer hohen Höfe Ihren Wunsch für die Wiedereinführung der Kaiserwürde in Teutschland bei dem Comité, welcher sich mit der Entwerfung des Plans zu einer Bundes-Acte beschäftigt, in Vorschlag zu bringen.

Der Unterzeichnete theilt vollkommen die Ueberzeugung, daß der zweckmäßigste Weg um zu einem befriedigenden Bundes-Verein aller teutschen Staaten zu gelangen, der gewesen seyn würde die alte Reichsverfassung als Grundlage beizubehalten, die Erfahrung der letzten verhängnißvollen Epoche zu benutzen, und Verbesserungen einzuführen, um die Gebrechen zu vermeiden, welche die Reichsverfassung vorhin untergraben hatten.

Se. Königl. Hoheit der Prinz Regent hatten diese Ansicht des Unterzeichneten vollkommen genehmigt, und dessen Instructionen in Beziehung auf die teutschen Reichsangelegenheiten dem gemäß zu ertheilen geruht.

Es wird bei dieser Gelegenheit nicht überflüßig seyn zu bemerken, daß die Absicht, die Kaiserwürde aufrecht zu erhalten mit desto größerer Consequenz von Seite Hannovers verfolgt werden konnte, als Se. Königl. Majestät von Großbritannien, in Ihrer Eigenschaft als Kurfürst des heiligen römischen Reichs, die Aufhebung dessen Verfassung niemals als gültig hatten ansehen wollen. In diesem Sinn war auf die vom kaiserl. österreichischen Hofe zu seiner Zeit erfolgte Anzeige, wegen Niederlegung der teutschen Kaiserkrone, von Sr. königl. Majestät erwiedert worden, daß Sie diesen Schritt, als einen erzwungenen, nicht anerkennen könnten, und daß Sie das Reich und dessen Haupt, als den Rechten nach fortwährend, ansehen würden.

Auf diese Vorgänge gestützt, hat der Unterzeichnete von der Zeit des Beitritts Oesterreichs, zur großen Allianz an, auf Befehl seines Hofes, alle Mittel der Ueberredung angewendet, um Oesterreich zu bewegen, die teutsche Kaiserkrone von neuem anzunehmen. Diese Bemühungen sind aber, wegen der dagegen eintretenden Schwierigkeiten vergebens gewesen und kaiserl. österreichischer Seits hat man sich auf eine Art erklärt, daß endlich im Pariser Frieden die bekannte Bestimmung erfolgt ist, daß die unabhängigen Staaten Teutschlands durch ein föderatives Band vereinigt werden sollen.

Großbritannien und Hannover sind dem Pariser Frieden beigetreten; und wenn dem ohnerachtet die Meinung und der Wunsch Sr. königl. Hoheit des Prinzen Regenten in obiger Hinsicht unverändert bleibt, so können Sie denselben dennoch jetzt nur als einen solchen ansehen, den eine freie Uebereinkunft mit den paciscirenden Theilen, allein zur Wirklichkeit bringen, der aber nicht in Widerspruch mit Negociationen durch Ihren Minister aufgestellt werden darf, die sich auf die obige Vereinigung gründen.

Wäre über die Wiedereinführung der Kaiserwürde in dem Pariser Frieden keine Negociation vorhergegangen, hätten andere Mächte nicht auf deren Aufhören Rücksicht genommen; so würde der Unterzeichnete der Ansicht, welche in der gefälligen Aeusserung, die ihm durch den herzogl. braunschweigischen Herrn Geheimen-Rath von Schmidt-Phiseldeck zugekommen, enthalten ist, nämlich die Behauptung, als schlösse der oben erwähnte Artikel des Pariser Friedens die Ernennung eines Bundeshauptes nicht aus, beipflichten. Wie die Sache aber liegt, glaubt Er sich auf die Vorlegung dieser seiner Antwort beim Comité um so mehr beschränken zu

müssen, als die Absicht der teutschen hochfürstlichen Höfe, Ihren Wunsch in Ansehung jenes wichtigen Gegenstandes an den Tag zu legen, durch deren an den kaiserl. österreichischen und königl. preussischen Hof gerichteten, und auch dem Unterzeichneten für den seinigen mitgetheilten Note erfüllt ist.

Gern würde derselbe jenen Wunsch noch weiter zu unterstützen gesucht haben, wenn er dazu Erfolg versprechende Mittel vor sich sähe! Es war in dieser Rücksicht, daß er auf den ersten durch den Herrn von Schmidt-Phiseldeck ihm gewordenen Antrag das Begehren geäusfert hatte, ausser von den Rechten, welche man der Kaiserwürde beizulegen gedenke, auch von den Mitteln unterrichtet zu werden, die man dem künftigen Kaiser würde anvertrauen wollen und können, um ihn in den Stand zu setzen mit Nachdruck zu handeln.

Von diesem letzten Punkt schweigt die erhaltene Antwort. Schwerlich würde selbst die geringe Gewalt, die ein römischer Kaiser im Reich, in den letzten Zeiten besaß, anders als durch die Anerkennung einer militärischen Macht, z. B. einer permanenten Reichs-Armee, ersetzt werden können. Ohne eine Verfügung der Art, würde Oesterreich eine Würde ohne Realität und Einfluß nicht leicht übernehmen. Aber die Uebertragung solcher Mittel würde auf der andern Seite in den Ansichten der grössern teutschen und einiger europäischen Höfe große Schwierigkeiten finden.

Der Unterzeichnete wird nicht verfehlen, die erhaltenen Noten der hochfürstlichen teutschen Höfe seinem allergnädigsten Herrn mitzutheilen, der darin einen schätzbaren Beweis des Zutrauens seiner hohen ehemaligen Mitstände finden und dankbarlich erkennen wird.

Der Unterzeichnete hat die Ehre, Ihro Excellenzen, Hoch- und Hochwohlgebornen bei dieser Gelegenheit seine besondere Hochachtung zu versichern.

Wien, den 25. November 1814.

C. Graf von Münster.

XVIII.

Erwiederungs-Note

der bevollmächtigten Abgeordneten 31 vereinigter teutscher souveräiner Fürsten und freien Städte, an den königl. großbritannisch-hannöverischen ersten Bevollmächtigten, Staats- und CabinetsMinister, Grafen von Münster, die Wiedereinführung der Kaiserwürde betreffend, datirt Wien den 20. Dec. 1814.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten teutscher Fürsten und freier Städte haben die Ehre gehabt die von Sr. Excellenz dem königlich-großbritannisch-hannöverischen Herrn CabinetsMinister und ersten Bevollmächtigten am Congreß zu Wien, Grafen von Münster, auf ihre Note vom 16. Nov. erlassene gefällige Antwort am 25. desselben Monats zu erhalten. Sie haben durch deren Inhalt die an Sr. Excellenz so allgemein verehrte Eigenschaft des offenen teutschen Sinnes und patriotischen Eifers für das Wohl des gemeinsamen Vaterlandes aufs neue bestätiget befunden, und ersuchen dieselben, für die bereitwillige Mittheilung Ihrer Ansichten ihren verbindlichsten Dank anzunehmen.

Sehr erfreulich ist es gewesen, von Sr. Excellenz die erneuerte Versicherung zu erhalten, daß Sie in der

Hauptsache die Meinung theilen, daß nur durch die Wiederherstellung der Kaiserwürde, mit den durch die Zeitverhältnisse erforderlich werdenden Attributionen und Modificationen, die Verfassung des teutschen Bundes einen sichern Bestand und eine innere Haltung zur Wohlfart des Ganzen und aller Theile erhalten könne. Sie finden sich über die Wichtigkeit diser Ansicht um so mehr beruhiget, als dem zufolge Sr. königl. Hoheit der PrinzRegent der um die teutsche Sache so hochverdienten großbrittanischen Staaten damit gänzlich einverstanden sind. Sie dürfen daher keinen Augenblick zweifeln, daß der Herr Minister Sr. königl. Hoheit sich zur Beförderung dieses gemeinsamen Wunsches fernerweit gern wirksam beweisen werde; in dieser Hinsicht ermangeln sie nicht sich über diejenigen Punkte, welche Sr. Excellenz bei dem betreffenden Antrage noch zur Zeit unberücksichtigt oder unerörtert bemerklich gemacht haben, um deßwillen in Folgenden näher zu äussern, um sich nicht dem Vorwurfe auszusetzen, als sey in dieser für ganz Teutschland höchstwichtigen Angelegenheit etwas von ihnen versäumt worden.

Nach dem Inhalt Sr. Excellenz sehr geehrten Note, liegt die erste Hauptschwierigkeit der Wiederherstellung der Kaiserwürde nicht in den Worten des PariserFriedens selbst, sondern in den vorhergegangenen Negociationen, vermöge deren von andern Mächten Rücksprache darüber genommen worden, daß diese Würde nicht wieder hergestellt werden soll.

Unbekannt mit diesen Negociationen, können die Unterzeichneten zwar über selbige nicht mit Bestimmtheit urtheilen. Wenn sie aber auch voraussetzen möchten, daß man die Idee einer Wiederherstellung des römisch-teutschen Reichs, als mit der gänzlich veränderten Lage Europa's unvereinbar aufgegeben, und wenn sie auch glauben

wollen, daß man selbst die Erneuerung der teutschen Kaiserwürde übergangen, weil im damaligen Zeitpunkt, ehe sich noch die nähere Bestimmungen über die Erfordernisse einer kaiserlichen Autorität entwickeln konnten, dieselbe dem kaiserlich-östreichischen Hofe nicht annehmlich geschienen haben mag, und daß man dagegen nur die Wiedervereinigung der unabhängigen teutschen Staaten durch ein Föderativband berücksichtiget habe; so müssen sie doch immer noch dafür halten, daß durch solche auswärtige Negociationen, der inneren Einrichtung des teutschen Staatenbundes, und der daraus hervorgehenden Wahl eines Bundeshauptes, auch nicht einmal der Auszeichnung desselben durch die kaiserliche Würde, kein Hinderniß habe entgegen gesetzt werden wollen noch mögen.

Sie halten sich zu dieser Voraussetzung um so mehr berechtiget, wenn sie kein wohlbegründetes Interesse finden, welches eine oder die andere der hohen contrahirenden Mächte gegen eine von den Theilnehmenden beliebte Verknüpfung des teutschen Bundes, da selbe auf keinen Fall eine offensive Stellung annehmen kann, haben werde. Vielmehr werden gewiß, eben so wie Großbritannien, auch die übrigen europäischen Mächte mit der so angemessenen als edelmüthigen Erklärung einverstanden seyn, welche Sr. Majestät der russische Kaiser und König von Preussen gleich bei dem Annähern der verbündeten Heere an die teutschen Grenzen unterm 13/25. März 1813 gemeinschaftlich durch den Feldmarschall Fürsten Kutusow Smolensk, in dem aus dem Hauptquartier Kalisch datirten Aufrufe, feierlich gegeben, und worin sie den teutschen Völkern die Rückkehr der Freiheit und Unabhängigkeit und die Wiedergeburt ihres ehrwürdigen Reiches ankündigen und versichern liessen, „daß die Gestaltung dieses grossen Werkes, ganz allein den Fürsten und Völkern

Teutschlands anheim gestellt bleiben sollte, damit sie aus dem uneinigen Geiste des teutschen Volkes desto verjüngter, lebenskräftiger, und in Einheit gehaltener hervorgehen möge.

Gewiß wird der kaiserliche östreichische Hof selbst, vermöge seines anerkannten teutschen Patriotismus, immer derjenigen Einrichtung unter allen den Vorzug geben, welche bleibende Ruhe und Eintracht in Teutschland am besten befestiget, und wenn er um allen Schein eines einseitigen Interesse in dem letzten grossen Kampf zu entfernen, und gefürchtete Schwierigkeiten zu beseitigen, in dem Augenblicke der grossen Entscheidung auf die Ehrenstelle eines teutschen Kaisers für sich keinen Anspruch gemacht hat, so läßt sich doch mit einem hohen Grade der Wahrscheinlichkeit annehmen, daß er das Haupt des teutschen Bundes wieder zu werden nicht ferner ablehnen dürfte, wenn er glauben kann, dadurch den Wunsch einer ihm gewiß sehr werthen Nation zu erfüllen, und es unter solchen Bestimmungen geschiehet, daß er dieser Würde mit Kraft und Ehre vorstehen kann.

Auf diesen Gründen ruhet die Ueberzeugung der Unterzeichneten, daß die Verhandlungen, welche dem Pariser Frieden vorhergiengen, die Herstellung der Kaiserwürde, sobald diese von der Mehrheit der Stellvertreter der teutschen Nation beliebt wird, noch immer zulossen. Sogar der Beifall und die Einstimmung der übrigen europäischen Mächte, in so fern letztere erforderlich seyn könnte, dürften dann nicht anstehen, wenn dabei noch erwogen wird, daß man keinen ganz neuen Zustand der Dinge, sondern nur die Herstellung einer Form und Verfassung begehrt, welche unter den anzunehmenden Verbesserungen vor der jetzt glücklich gehobenen Unterdrückung Teutschlands wirklich bestanden hat.

Wenn demnach kein äusserer Grund vorhanden ist, der die Errichtung einer Verfassung in der gewünschten Art unmöglich macht, so scheint dieselbe im Inneren um so leichter ausführbar zu werden, als die unterm 16. Nov. bemerklich gemachten HauptAttributionen der Kaiserwürde nicht von der Art sind, um, wenn man ernstlich das Gute will, gegründeten Widerspruch befürchten zu lassen.

Betrachtet man, wie es die erklärte Absicht aller Theile ist, die teutsche Nation als ein einig vereintes Ganze, so wird deren Gesammtwille auf dem Bundestage ausgesprochen, und durch die kaiserliche, demnächst näher zu bestimmende Sanction, allgemeines Gesetz, dessen Ausführung dem Kaiser obliegt, und wozu derselbe vermöge seiner Würde auch berechtiget ist. Zu diesem Behuf würde ihm die gesetzmässige Disposition über die, aus den Contingenten der Bundesglieder bestehende, und stets, so viel für den Friedenszustand nöthig ist, bereit zu erhaltende BundesArmee anvertraut, theils um selbige nach aussen dahin, wo Gefahr drohet, zu dirigiren, damit bis zur Erklärung des Bundestages über Krieg und Frieden, die nöthige Vertheidigung nicht verabsäumt werde, theils aber auch um damit auf dem gesetzmässigen Wege Ordnung im Innern zu erhalten, und den Beschlüssen des Bundes, so wie den Erkentnissen der oberstrichterlichen Behörde, Kraft und Nachdruck zu geben. Eine solche Disposition über die BundesArmee, dürfte zu gegründeten Besorgnissen möglichen Mißbrauches um so weniger Veranlassung geben, als durch die BundesActe selbst die Ausübung dieser Befugnisse an constitutionelle Formen gebunden und daneben den mächtigern Bundes-

staaten das nöthige Gegengewicht eingeräumt werden könnte.

In der vollkommenen Ueberzeugung, daß nach Theorie und Geschichte ein bedeutender Staatenbund ohne ein Oberhaupt dauernd nicht geknüpft werden könne, und daß der Größe und Ehre der teutschen Nation, so wie ihrem allgemeinen Wunsche, die Verbindung der kaiserlichen Würde mit der ihres Bundeshauptes am meisten entsprechen werde, wiederholen die Unterzeichneten ihre Bitte, daß Sr. Excellenz zur Erreichung des Zweckes, den Sie selbst am zuträglichsten für das Wohl des gemeinsammen Vaterlandes anerkennen, Ihre Mitwirkung nicht entziehen wollen und benutzen diese Gelegenheit, um Sr. Excellenz dem Herrn Grafen von Münster die Versicherung ihrer hohen Verehrung zu erneuern.

Wien, den 20. December 1814.

Graf von Keller, kurhessischer Bevollmächtigter.

v Leppel 2c. kurhessischer Bevollmächtigter.

v. Türkheim großherzogl. hessischer Bevollmächtigter.

v. Wolframsdorf, herzogl. anhaltischer Bevollm.

Schmidt-Phiseldeck, herzogl. braunschw. Bevollm.

Schmidt, Bevollm. der freien HanseStadt Bremen.

Danz, Bevollm. der freien Stadt Frankfurt.

Grieß, Bevollm. der freien HanseStadt Hamburg.

Frhr. v. Frank, Fürstl. hohenzollern-heching. Bevollm.

v. Kirchbauer, fürstl. hohenzollern-sigmaring. Bevollmächtigter.

Helwig, Bevollm. von Lippe-Detmold.

Hach, Bevollm. der freien HanseStadt Lübeck.

v. Plessen, StaatsMinister u. Bevollm. des Herzogs von Mecklenburg Schwerin.

v. Oerzen, StaatsMinister u. Bevollm. des Herzogs von Mecklenburg Strelitz.

Frhr. v. Gagern, } Bevollmächtigte des Herzogs
v. Marschall } von Nassau.

v. Wiese, fürstl. reussischer Bevollmächtigter.

v. Gersdorf }
v. Minkewitz }
v. Erfa } Bevollmächtigte der Herzoge von Sachsen.
v. Baumbach }
v. Fischler }

v. Berg, fürstl. Schaumburg-, Lippischer und waldeckischer Bevollmächtiger.

v. Weise } fürstl. schwarzburg-, sondershaus.
v. Kettelhodt } u. rudolstädt. Bevollmächtigte.

Anmerkung. Der großherzoglich. badische Bevollmächtigte hat diese Note nicht unterzeichnet.

XIX.

Note

wodurch die Bevollmächtigten der Fürsten von Hohenzollern Hechingen und Hohenzollern Sigmaringen, dem kais. kön. östreichischen Staats- und Conferenz Minister 2c., Herrn Fürsten von Metternich, den Beitritt ihrer Committenten zu der Note 29 teutscher souverainer Fürsten und Städte vom 16. Nov. 1814, erklären, datirt Wien den 24. Nov. 1814.

Dem sichern Vernehmen nach, haben die Bevollmächtigten teutscher Staaten, in Beziehung auf die Accessions Verträge und auf den Art. 6 des Pariser Tractats, am 16 d. M. eine Erklärung abgegeben.

Da das Gesammthaus Hohenzollern seine Bereitwilligkeit zu denjenigen Maasregeln, welche Ihre Majestäten der Kaiser von Oestreich und der König von Preussen, auf der Basis gleicher Rechte, und einer vollständigen Repräsentation aller Bundesglieder in Vorschlag bringen werden, an den Tag zu legen sich beeilt, und zugleich seine Rechte ebenfalls zu wahren sich verpflichtet findet; so haben Unterzeichnete den besondern Auftrag erhalten, den Beitritt ihrer Committenten zu der gedachten Erklärung hiemit zu beurkunden, und des Herrn Fürsten von Metternich Durchlaucht unterthänig zu bitten, dieses zur Kenntniß Sr. kaiserl. königl. Majestät zu bringen, zugleich aber die Versicherung des vorzüglichsten Respectes zu genehmigen.

Wien den 24. Nov. 1814.

Von Seite Hohenzollern Hechingen, F. v. Frank.

Von Seite Hohenzollern Sigmaringen, A. Edler von Kirchbauer.

XX.

Verzeichniß

der zwei und dreissig vereinigten unabhängigen teutschen Fürsten und freien Städte. (Salvo ordine.) Wien, im December 1814.

1) Großherzog von Baden.
2) Kurfürst von Hessen.
3) Großherzog von Hessen.
4) Herzog von Nassau.
5) Fürst von Nassau Weilburg.

6) Fürst von Nassau Oranien Diez oder Oranien Nassau (souverainer Fürst der vereinigten Niederlande).
7) Herzog von Sachsen Weimar.
8) = = = Gotha.
9) = = = Meiningen.
10) = = = Coburg Salfeld.
11) = = = Hildburghausen.
12) = = Braunschweig Wolfenbüttel.
13) = = Mecklenburg Schwerin.
14) = = = Strelitz.
15) = = Anhalt Dessau.
16) = = = Bernburg.
17) = = = Cöthen.
18) Fürst von Hohenzollern Hechingen.
19) = = = Sigmaringen.
20) = = Schwarzburg Sondershausen.
21) = = = Rudolstadt.
22) = = Waldeck.
23) = = Reuß Greitz.
24) = = = Schleitz.
25) = = = Lobenstein.
26) = = = Ebersdorf.
27) = = Lippe Detmold.
28) = = = Schaumburg.
29) Freie Hansestadt Hamburg.
30) = = Lübeck.
31) = = Bremen.
32) = Stadt Frankfurt.

Dieser teutsche Fürsten- und Städte Verein bestand zuerst aus 29 Fürsten und Städten, laut der Unterschriften, welche sich unter der von ihnen dem östreichischen ersten Bevollmächtigten, Herrn Fürsten von Metternich, übersendeten Note vom 16. Nov. 1814 befinden.

Nachher traten hinzu, die Fürsten von Hohenzollern Hechingen und Hohenzollern Sigmaringen, mittelst förmlicher Beitritts Note vom 24. Nov. 1814. In der Sitzung des Vereins vom 9. Dec. 1814, erschien zum erstenmal ein großherzoglich-badischer Bevollmächtigter. Vorher schon hatte Baden sich dem Verein genähert, dadurch daß es in einer Note vom 1. Dec. 1814, erlassen an die kaiserl. östreichischen und königl. preussischen ersten Bevollmächtigten, sich zu Einführung einer landständischen Verfassung bereit erklärte, und in Absicht auf die wesentlichen Rechte der Landstände, wörtlich dieselben Bestimmungen zum Grund legte, welche der Fürsten- und Städte Verein in der oben erwähnzen Note vom 16. Nov. feierlich ausgesprochen hatte.

Von den noch activen, ehemaligen Mitgliedern des rheinischen Bundes, sind bis jetzt (27. Dec. 1814.) diesem Verein nicht beigetreten: die Könige von Baiern und Wirtemberg, der Herzog von Holstein Oldenburg, der Fürst von Lichtenstein.

Nicht activ, oder nicht in dem Besitz der Ausübung ihrer Souverainetätsrechte sind in diesem Augenblick: der König von Sachsen, der Fürst von Isenburg, der Fürst von der Layen. Ihre politische Existenz haben seit der Schlacht von Leipzig verloren: der König von Westphalen, die Großherzoge von Frankfurt und von Berg. Früher schon (im Dec. 1810) hatte Napoleon von der Liste der Mitglieder des rheinischen Bundes weggestrichen, zugleich auch ihrer Souverainetät und Staaten beraubt, den Herzog von Ahrenberg, die Fürsten von Salm Salm und Salm Kyrburg, so auch den Herzog von Holstein Oldenburg, so viel dessen Herzogthum Oldenburg betrifft. Dagegen sind, nach der Schlacht von Leipzig, in den Besitz ihrer vorigen teutschen

Staaten wieder eingetreten: der König von Preussen, der Kurfürst von Hessen, die Herzoge von Braunschweig Wolfenbüttel und Holstein Oldenburg, der Fürst von Nassau Oranien Diez oder Oranien-Nassau.

XXI.

Note

des großherzoglich-badischen bevollmächtigten Gesandten an dem Wiener Hofe, an den kaiserlich östreichischen Staats- und Conferenz-Minister, auch Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Fürsten von Metternich, datirt Wien, 16. Nov. 1814.

Der Unterzeichnete hat nicht ermangelt, jene mündliche Antwort, welche Se. fürstliche Gnaden der Fürst Metternich, statt einer schriftlichen, demselben auf seine unterm 15. October überreichte Note *) zu ertheilen beliebten, seinem gnädigsten Souverain vorzutragen.

Es mußte allerdings Se. k. Hoheit sehr befremden, einen Vertrag gegen sich anführen zu hören, den Sie bisher, in hingebendem Vertrauen auf Fürstenwort, als das Palladium Ihrer Rechte ansehen mußten.

*) Wodurch der Großherzog von Baden in die Comité aufgenommen zu werden begehrte, welche Oestreich, Preussen, Baiern, Hannover und Wirtemberg für die teutschen Angelegenheiten auf dem Congreß bilden. Sie wird in dem folgenden Heft nachgeliefert werden. A. d. H.

Der vierte Artikel der in Frankfurt *) mit den hohen Alliirten abgeschlossenen Verträge, welcher Land und Souverainetät garantirt, verbindet den Großherzog von Baden, sich jene Anordnungen gefallen zu lassen, welche zu Handhabung der teutschen Unabhängigkeit würden nothwendig erachtet werden.

Wie hieraus aber fünf einzelne teutsche Fürsten sich das Recht ableiten wollen, die Gesetzgeber der übrigen zu werden, wie die Unabhängigkeit des teutschen Vaterlandes in der teutschen Abhängigkeit der übrigen bestehen soll, und wie jene Artikel zu dieser Anerkennung verbinden können, konnten Höchstdieselben durchaus nicht begreifen. Rang und Würde, Familien- und politische Verhältnisse, Größe und Bevölkerung des Großherzogthums, vorzüglich aber Aufopferungen, wie kein Fürst Teutschlands wegen des Landes eigener geographischen Lage zu des Vaterlandes Befreiung von dem fremden Joch sie leistete —, berechtigten zu andern Erwartungen als zu der Aussicht, fremde Ketten abgestreift zu haben, um vielleicht eigene zu tragen.

Se. k. Hoheit konnten ruhiger Beobachter bleiben, fest entschlossen, in keinem Falle jenem zu entsagen, was Fürstenehre und Fürstenpflicht gebietet. Sie durften sogar hoffen, man werde beide nicht länger mißkennen. Allein der Schleyer des Geheimnisses, welcher die teutschen Angelegenheiten umhüllet, der Mangel aller

*) Im Nov. und Dec. 1813, von den meisten teutschen Fürsten, auch von Baden. Der angeführte Artikel bewilliget diesen Fürsten die Fortdauer ihrer Souverainetät, jedoch mit der Clausel: „daß sie sich alle die Modificationen gefallen lassen müssen, welche die künftige Verfassung Teutschlands nöthig machen werde". A. d. H.

vertraulichen, allein zum Ziel zu führen vermögender Eröffnungen, muß nothwendig den Gedanken erzeugen, als wollte der Versuch gewagt werden, die feierlichst zugesicherte Souverainetät und Unabhängigkeit bedeutend einzuschränken.

So wenig auch ein solcher Versuch in den höchst gerechten und liberalen Absichten der hohen alliirten Mächte liegen kann, die sich nie erlauben werden, feierliche Verträge zu brechen, so ruhig man also über dessen Mißlingen seyn kann; so haben dennoch Se. k. Hoheit, gewohnt stets offen zu handeln, und keinen Zweifel über die Gesinnungen, die Sie beseelen, übrig zu lassen, dem Unterzeichneten ausdrücklich befohlen, Se. fürstl. Gnaden dem Herrn Fürsten von Metternich, als hochbetrautem Minister eines fürtrefflichen, von dem badischen Hofe von jeher so tief verehrten Monarchen, unumwunden und feierlich zu erklären, daß Sie sich nie dazu verstehen werden, jener Stelle zu entsagen, die Sie bisher unter den ersten Fürsten Teutschlands einnahmen, und daher nie die Ausübung einzelner, dem teutschen Bunde zustehender Rechte, an welchen Sie ganz gleiche Theilnahme zu fordern berechtigt sind, einzelnen Mitgliedern desselben zu überlassen, sondern fest und unabweichlich auf Ihrer, Ihnen so feierlich zugesicherten und garantirten, ohne diese Theilnahme nicht denkbaren Souverainetät bestehen werden.

Der Unterzeichnete ergreift diese Gelegenheit 2c.

Wien den 16. Nov. 1814.

Freiherr von Hacke.

Staatliche Bibliothek Bamberg

XXII.

Note

der großherzoglich-badischen Bevollmächtigten an den k. k. östreichischen Staats- und Conferenz-Minister rc., Herrn Fürsten von Metternich, und eben so an den königl. preussischen Staatskanzler, Herrn Fürsten von Hardenberg wegen Einführung einer landständischen Verfassung, datirt Wien den 1. Dec. 1814.

Beide endesunterzeichnete Bevollmächtigte Seiner königlichen Hoheit des Großherzogs von Baden zu dem FriedensCongreß zu Wien, haben die Ehre Sr. fürstlichen Gnaden folgende Erklärung mitzutheilen:

Daß Se. königliche Hoheit der Großherzog von dem innigsten Wunsch von jeher beseelt, alles Mögliche zur Wohlfahrt und für das Glück Ihrer Unterthanen beizutragen, Sich entschlossen haben, als dem Geist des Zeitalters angemessen, eine ständische Verfassung in Ihren Staaten einzuführen, und somit Ihren Unterthanen die Bewilligung der directen sowohl als indirecten Steuern, die Mitaufsicht auf deren Verwendung, die Theilnahme an der Gesetzgebung und das Recht der Beschwerdeführung bei eintretender Malversation der Staatsdiener zu gestatten, welche, im Einklange mit dem aus den Verhandlungen des Congresses hervorgehenden Resultaten, ihre endliche Bildung erhalten soll.

Um jedoch hierin keine Zeit zu verlieren, haben Se. königliche Hoheit bereits eine Commission ernannt,

welche die auf jeden Fall den Localverhältnissen anpassenden Modalitäten in Vorschlag bringen soll.

Die Unterzeichneten ergreifen diese Gelegenheit rc.

Frhr. Marschall von Biberstein.
Frhr. von Berckheim.

XXIII.

Note

der königlich-wirtembergischen Bevollmächtigten an die übrigen Mitglieder der Comité für die teutschen Angelegenheiten (Oestreich, Preussen, Baiern und Hannover), datirt Wien den 16. Nov. 1814.

Die unterzeichneten königlich wirtembergische Bevollmächtigte haben den König, ihren Herrn, sowohl durch Vorlegung der SitzungsProtokolle als durch nachträgliche BerichtErstattungen, über den Gang der Verhandlungen in gegenwärtiger Versammlung auf das genaueste in Kenntniß gesetzt.

Se. Majestät haben sich hierdurch in tiefste Bekümmerniß gesetzt zu werden, nicht erwehren können.

Von dem aufrichtigen Wunsche beseelt, den Hauptzweck dieser Versammlung, Ruhe und Ordnung im Innern, Sicherung gegen Aussen erzielt zu sehen, nahm der König die ihm gemachten mündlichen Eröffnungen, so wie die ersten Entwürfe, mit vollem Zutrauen und mit dem Wunsch auf, zu deren Ausführung nach allen Kräften beizutragen; und wenn auch durch den ersten Ueberblick bei Sr. Majestät die Ueberzeugung

entstand, daß manche Modificationen eintreten würden, so glaubten Sie jedoch dem im Allgemeinen gegebenen Leitfaden folgen zu können; allein schon die ersten Sitzungen gaben Allerhöchstdenselben die traurige Ueberzeugung, daß dem nicht so seyn sollte.

Kaum hatten die Berathschlagungen über den ersten Entwurf angefangen, so trat unter Form der nöthigen Entwickelungen ein sich weit von demselben entfernender an dessen Stelle, und dann wieder ein anderer, und so fort; selbst diejenigen Puncte, über die man allgemein übereingekommen war, wurden durch neue Ansichten verdrängt, und bei allen diesen partiellen Entwürfen mangelte immer das Wichtigste, dasjenige, was allein bestimmen könnte, anzunehmen oder zu versagen:

Die Uebersicht des Ganzen.

Nicht einmal die Glieder des Bundes sind mit Bestimmtheit bekannt, nicht der Umfang ihrer Besitzungen, nicht die physischen und politischen Grenzen des Bundes, und die dadurch allein zu entnehmenden Streitkräfte desselben; und doch werden in den partiell vorgelegten Forderungen die Uebernahme von Verbindlichkeiten, die Verzichtleistung und Entsagungen auf unbestrittene Rechte verlangt, zu denen wohl nichts vermögen kann, als die wohl überlegte Erwägung der dadurch anderseit zu erhaltenden Vortheile. Der Zweck des Bundes kann, wie schon oben gesagt, kein anderer seyn, als Ruhe und Ordnung im Innern, Sicherung gegen Aussen; und wie ist die Beurtheilung, ob derselbe erreicht wird, möglich, wenn man die Bestandtheile desselben, die Verhältnisse dieser unter einander, die Kräfte der Einzelnen und des Ganzen nicht kennt,

wenn man nicht weiß, mit wem man abschliessen, gegen wen man sich verbindlich machen soll?

Der König ist hierüber in der vollkommensten Unwissenheit, und wenn gleich die Bereitwilligkeit, mit welcher mehrere Mitglieder dieser Versammlung über die zwei ganz verschiedenen, von einander abweichenden, ja beinahe im Widerspruch stehenden, geschehenen Anträge eingegangen sind, bei Sr. Majestät die Meinung herbeiführen könnte, daß solche diese eben angeführte Unwissenheit nicht theilen, so können Höchstsie, jedoch aus eben diesem Grund nicht mit ihnen gleichen Schritt halten, und haben daher unterzeichneten Bevollmächtigten aufgegeben, den Bevollmächtigten der zusammen getretenen Höfe zu erklären,

daß, so aufrichtig Ihr Wunsch ist, zu dem grossen Zweck des Bundes ferner mitzuwirken, Sie sich demungeachtet ausser Stand befinden und mit den gegen Ihren Staat und Haus obhabenden Pflichten nicht als vereinbarlich ansehen, sich fernerhin immer nur über einzelne Gegenstände zu erklären, oder angesonnene Verbindlichkeiten zu übernehmen, ehe und dann Sr. Maj. der Plan des Ganzen und die oben angeführte noch abmangelnden Erörterungen mitgetheilt worden seyn werden, und Höchstdieselben allein dadurch zur Abstimmung sich ermächtigt finden können.

Se. Majestät beglaubigen Sich, durch diese gegen Ihre HöchstVerbündeten vertrauungsvoll abgelegte Erklärung einen neuen Beweis der Aufrichtigkeit und Unbefangenheit Ihrer Gesinnungen gegen Höchstdieselben zu geben.

Die Unterzeichnete ergreifen diese Gelegenheit ꝛc. ꝛc. Wien, 16. Nov. 1814.

Graf v. Winzingerode. Freihr. v. Linden.

XXIV.

GegenNote

des kaiserlich-östreichischen Staats- und ConferenzMinisters ꝛc. Herrn Fürsten von Metternich; auf vorstehende königlich-wirtembergische Note, datirt Wien den 22. Nov: 1814.

Der unterzeichnete kaiserlich-österreichische Bevollmächtigte hat die von Seiten der königl. wirtembergischen Herrn Minister am 16. d. den Mitgliedern der teutschen Comité übergebene Note, gemeinschaftlich mit dem königl. preussischen um so mehr in ernsthafte Ueberlegung ziehen zu müssen geglaubt, als die in derselben enthaltene Erklärung der so wünschenswerthen Beendigung des Entwurfs einer BundesActe für Teutschland neue, und den Umständen nach höchst bedenkliche Schwierigkeiten in den Weg zu legen droht.

Diese Note enthält die Beschuldigung, daß man von dem ersten, dem Comité vorgelegten Plane wiederholt, und namentlich bei der Ausführung der einzelnen DeliberationsPuncte abgegangen sey. Sie rügt den Mangel einer Uebersicht des Ganzen, und schließt mit der Erklärung, „daß Ihre Majestät von Wirtemberg es mit ihren Pflichten für unvereinbar ansehe, sich fernerhin über einzelne Gegenstände zu

erklären, mit dem Zusatz, daß Sie ehe, was Höchst-sie den Plan des Ganzen zu :ernennen belieben, vorgelegt würde, sich zur Abstimmung nicht ermächtigt finden könnten. Nebenher ist auch geäussert worden, „daß Se. Majestät zu Uebernahme von Verbindlichkeiten, zu Verzichtleistung auf unbestrittene Rechte nichts vermögen könne, als die wohl überlegte Erwägung der anderseitig zu erhaltenden Vortheile."

Bei der Aufstellung des Plans zu einem teutschen FöderativSystem haben die kaiserl. österreichisch- und königl. preussischen Bevollmächtigten es nicht übersehen können, daß zwei Hauptfragen in Betracht kommen müßten, nemlich:

1) der TerritorialZustand der zum teutschen Bund gehören sollenden Staaten,

2) die politische Verfassung des Bundes selbst.

Da nun bei dem ersten, die TerritorialVerhältnisse besonders betreffenden Punct die Frage über die vertragsmäßig zu bewerkstelligende ReichsConstruction der österreichischen und preussischen Monarchien, und die erforderliche Abrundung der Grenzen der teutschen Staaten zur Frage kömmt, so gehört derselbe ohnstreitig zu den grossen europäischen Angelegenheiten, worüber die teutsche Comité nicht zu entscheiden hat. Das Verlangen, welches in der wirtembergischen Note liegt, die politische Frage bis zur endlichen Bestimmung der TerritorialAusgleichungen aussetzen zu wollen, würde daher eben so viel heissen, als die wichtige Aufstellung des politischen, für Teutschland zu bestimmenden Verbands auf das Ende des Congresses verschieben zu wollen.

Eine solche Absicht würde die österreichischen und preussischen Bevollmächtigten um so mehr jetzt befremden

müssen, als sie es nicht verbergen können, daß der so höchstwünschenswerthe Abschluß der Geschäfte der teutschen Comité (wie solches die Protocolle der Sessionen an Tag legen) hauptsächlich durch die von wirtembergischer Seite gegen die mehrsten Vorschläge erregten Widersprüche, oder unerledigt gebliebenen Reservationen aufgehalten worden sind, und weil durch den eingetretenen langen Verzug nicht nur bei teutschen Fürsten, welche nicht Mitglieder der Comité sind, Unzufriedenheit entstanden ist, als vorzüglich, weil dadurch in vielen Gegenden Teutschlands ein nicht länger zu duldender Zustand der Willkühr auf der einen, und der Irritation auf der andern Seite erhalten wird.

Kaiserlich-österreich- und königl. preussischer Seits muß man dafür halten, daß die ganze specielle Kenntniß des Details der TerritorialVeränderungen bei Beendigung der BundesActe nicht erforderlich sey, zumal da die grössern Verhältnisse, die eintreten, den Mitgliedern der Comité hinlänglich bekannt sind, weilen es ferner auf kleinere Abweichungen der TerritorialVerhältnisse um so weniger ankommen wird, je fester die Vereinigung der Bundesstaaten zu einem Ganzen geknüpft wird, und endlich, weil bei der späterhin vorzunehmenden Redaction der BundesActe, selbst die etwa während der Dauer des Congresses nöthig werdenden Veränderungen noch nachgetragen werden können.

Nach Vorausschickung dieser Sätze, glauben die Bevollmächtigten Oesterreichs und Preussens die Beschuldigung, als ob von dem ersten der Comité vorgeschlagenen Plan stets, und besonders durch die Ausführung der einzelnen DeliberationsPuncte abgewichen worden sey, durch die Bemerkung erwiedern zu müssen, daß diese

Abweichung nicht sowohl in der Sache selbst, als in der Vorstellung ihren Grund habe, die man königl. wirtembergischer Seits besonders Anfangs angenommen zu haben schien, und die voraussetzte, daß es die Absicht dieses Plans gewesen sey, den Mitgliedern des projectirten ersten Raths Befugnisse über die Mitstände einzuräumen, welche von den übrigen Mitgliedern der Comité einstimmig als solche angesehen worden sind, welche weder mit den Rechten der andern Fürsten Teutschlands vereinbarlich, noch zur Erreichung des beabsichtigten Zweckes erforderlich seyen.

Geringere Abweichungen vom ersten Plane sind auf Erinnerungen angenommen worden, die königl. baierischer, hannöverischer, oder wirtembergischer Seits gemacht worden sind. Es ist ja die Absicht bei den Deliberationen, die gemachten Vorschläge prüfen zu wollen, und es würde die Mächte, welche sie gethan haben, ein gerechter Vorwurf treffen, wenn Sie sich billigen Bemerkungen nicht fügen, und allen Veränderungen des Plans entgegen streben wollten.

Die Bevollmächtigten Oesterreichs und Preussens können schließlich bei dieser Gelegenheit die Bemerkung nicht unterdrücken, daß das wichtige Geschäft, zu dessen Beförderung die Comité sich constituirt hat, ohnstreitig schneller von statten gehen würde, wenn die Frage vom teutschen Bunde im gehörigen Lichte angesehen und gewürdigt würde.

Diese Frage kann keineswegs als von der Willkühr der Paciscenten in der Maase lediglich abhängend angesehen werden, daß es einem teutschen Fürsten frei stehen sollte, dem Bunde beizutreten, oder nicht, oder daß es anderer, als der Vortheile, die für das Ganze der teutschen

Nation aus dem Bunde entspringen werden, bedürfte, um die Entsagungen zu leisten, oder die Opfer zu bringen, die das Wohl des Ganzen befördern.

Der Zweck der grossen Allianz, welche Europens Befreiung von einem schimpflichen Joche beabsichtiget, und pünctlich ausgeführt hat, ist in Ansehung Teutschlands durch die alliirten Mächte feierlich und öffentlich ausgesprochen worden: Aufhebung des Rheinbundes, und Wiederherstellung der teutschen Freiheit und Verfassung unter gewissen Modificationen.

Für diese Zwecke haben die Völker die Waffen ergriffen, und die Staaten, welche der Allianz beitraten, erklärten sich durch ihren Beitritt allein schon für denselben Zweck. Der Pariser Friede hat endlich, durch den Beitritt aller an den Krieg theilnehmender Mächte, festgesetzt, daß Teutschland durch ein FöderativBand vereinigt werden soll. Europa's Interesse fordert es, daß Teutschland durch ein solches Band beruhigt und befestiget werde, und es würde eben so wenig mit dem wohlverstandenen Interesse von Europa zu vereinigen stehen, wenn man einem teutschen Staate gestatten wolle, sich durch Ausschliessung vom Bunde mit dem Wohl des Ganzen geradezu in Widerspruch zu stellen, als wenn man dieses auf indirecte Weise zulassen wollte, indem man die Verwerfung der Mittel, die allein zum Zwecke führen können, zuließe.

Wien den 22. November 1814.

Fürst v. Metternich.

XXV.

Erwiederungs-Note

der königlich-wirtembergischen Bevollmächtigten, an den kaiserlich-östreichischen ersten Bevollmächtigten, datirt Wien den 24. Nov. 1814.

Die Unterzeichneten haben aus der verehrlichen Note vom 22. l. M. zwar mit Vergnügen entnommen, daß ihre Note vom 16. dieses mit dem königl. preussischen Herrn Bevollmächtigten in Berathung gezogen worden ist, sie müssen es aber sehr bedauern, daß das Resultat der gemeinschaftlichen Ueberlegung den diesseitigen eben so wohl gemeinten als gründlichen Absichten und Wünschen nicht entspricht.

Die in jener Note enthaltenen Anträge und Bemerkungen sind sogar von einer Seite betrachtet worden, welche die Note selbst, in Vergleichung mit dem Benehmen Wirtembergs bei den bisherigen Verhandlungen des teutschen Comité, wie aus dessen Protocollen sich ergiebt, nicht zeigen konnte. Die Unterzeichneten finden sich dadurch veranlaßt, über die Sache sich weiter zu erklären.

Se. königl. Majestät von Wirtemberg schon früher überzeugt von der Nothwendigkeit und Dringlichkeit einer engen Verbindung der teutschen Staaten, haben Ihre Bereitwilligkeit des Beitritts zu einem Bunde (der übrigens, wenn er seine Natur nicht verlieren soll, auf freiwilliger Uebereinkunft beruhen muß), erklärt, und man hat diesseits nie aufgehört, diese Gesinnungen werkthätig zu erweisen.

Da, in der Sitzung vom 16. v. M., zur Errichtung eines solchen teutschen Bundes ein Entwurf zur Berathung

mitgetheilt ward, so haben Se. Majestät der König denselben, seinen wesentlichen Bestimmungen nach, Ihren Absichten gemäß befunden. Die Modificationen, welche in den diesseitigen Erklärungen vorgeschlagen worden, lagen in einer nothwendigen Ableitung von den in dem Entwurf selbst ausgedrückten Hauptgrundsätzen, welche als Basis der Berathschlagung kaiserl. königl. östreichischer Seits, im Einverständnisse mit Preussen, in Antrag gebracht worden waren.

Schon damalen gaben also Se. königl. Majestät den unläugbaren Beweis des Beitrittes und der Anerkennung der Grundzüge des mitgetheilten Entwurfes. Nur auf Modificationen beschränkten sich die diesseitigen Ansichten, welche S. k. M. auch mit andern Höfen theilten. Man hat diesseits selbst in minder wesentlichen Bestimmungen einer künftigen BundesActe, sich von dem vorgeschlagenen Entwurfe nicht entfernt, sondern nur dabei solche Modalitäten in Vorschlag gebracht, welche man nach seiner Ansicht den Verhältnissen angemessen fand.

Die Unterzeichneten glauben dieses bemerken zu müssen, um zu zeigen, daß man königlich-wirtembergischer Seits ganz consequent mit dem ersten Plane *), seine Ansichten und Aeusserungen abgegeben und denselben also gerade so, wie er mitgetheilt ward, verstanden und angewendet hat.

Voraussetzend die grossen, in der jenseitigen Note bemerkten und andern Inconvenienzien, welche eine verzögerliche Behandlung des so hochwichtigen Gegenstandes, ein längeres Hinhalten der endlichen Berichtigung der

*) Dieses ist der oben abgedruckte „Entwurf der Grundlage der teutschen Bundesverfassung". A. d. H.

teutschen Angelegenheiten, herbeiführen mußten, konnte man königl. wirtembergischer Seits sich nicht enthalten, ein Project zu einer BundesActe, unter Leitung des mitgetheilten Entwurfes, über alle Bestimmungen nach den beiden, in der jenseitigen Note selbst ausgedrückten Rücksichten des geographischen Umfanges des Bundes im Ganzen, so wie der einzelnen Kreise und der politischen Verhältnisse desselben, dem teutschen Comité, zur Beförderung einer gemeinschaftlichen Uebereinkunft, als die diesseitige Ansicht über das Ganze, mitzutheilen.

Aus eben diesem Gesichtspuncte gieng man aus, als man in der Note vom 16. l. M. eine Uebersicht des neuen Plans **), nach den inzwischen vorgeschlagenen Abweichungen von dem ersten, zu erhalten wünschte; indem man sich nach einer genauen Prüfung und Vergleichung überzeugt hielt, daß jene Abweichungen sogar die Wesenheit des ersten Planes änderten. So war in jenem ersten Entwurfe dem ersten Rath die ausübende Gewalt, die Entscheidung über Krieg und Frieden, ausschließlich und allein (Art. 5, lit. A. des Entwurfs) beigelegt, die Eintheilung der teutschen Staaten in Kreise unter der Leitung der KreisObristen, als eine der Hauptbestimmungen vorgeschlagen worden (Art. 4, lit. a et b des Entwurfs). Es ist bekannt, daß die nachfolgenden Vorschläge den ersten Punct änderten, und der andere, der so sehr in das Ganze eingreift, nicht zur Erörterung kam, weil statt der Kreise, eine andere Eintheilung Teutschlands durch den kaiserl. königl. österreichischen Bevollmächtigten in Vorschlag gebracht wurde, dessen Mittheilung jedoch bisher noch nicht erfolgt ist.

*) Dieses sind die oben abgedruckten „Artikel, welche bei der Conferenz der 5 teutschen Mächte zur Grundlage gedient haben".

Aus dieser veränderten Lage der Verhandlungen, mußte der Wunsch nothwendig entstehen, eine Uebersicht des Ganzen nach den neuen Ansichten, welche in einzelnen Punkten vorgelegt, in einem andern aber noch nicht mitgetheilt waren, zu erhalten, und die Sache selbst rechfertigt die diesseitige Erklärung, daß man sich ausser Stand finde, über einzelne Bestimmungen sich zu äussern, ehe und bevor man das Ganze nach den neuern Ansichten in seinem Zusammenhange zu übersehen nicht Gelegenheit habe. Auch ward diese Ansicht von allen Mitgliedern des Comité in dem Mase getheilt, daß in der 12. und 13. Sitzung allgemein beliebt wurde, eine Zusammenstellung und Uebersicht der bisher eingegebenen Entwürfe, Erklärungen und Bestimmungen zu verfertigen, auch kaiserl. östreichischer und königl. preussischer Seits diese Darstellung übernommen, und königl. wirtembergischer Seits auf eben diesen Zweck hin eine gleiche Bearbeitung unternommen ward.

Die Natur eines Bundes spricht der weiter in der diesseitigen Note enthaltenen Bemerkung, daß es nothwendig sey, diejenigen zu wissen, mit welchen der Bund geschlossen wird, und welche als künftige Bundesglieder zu betrachten sind, so sehr das Wort, daß eine Nachfrage hierüber von selbst jede Mißdeutung um so mehr entfernen sollte, als irgend von den besondern Grenzberichtigungen dieser Staaten etwas erwähnt ward, und auch in diesem Puncte manche Abweichungen von dem im Art. 6 des VerfassungsEntwurfes angegebenen Bestimmungen statt finden zu wollen scheinen.

Es kann nicht mißkannt werden, daß bei einer so wichtigen Angelegenheit, als die Errichtung eines Bun-

des und die Entwerfung seiner Verfassungs-Acte ist, sich mit umfassender Prüfung über die einzelnen Bestimmungen nicht geäussert werden kann, so lange man die Verkettung des Ganzen nicht übersieht.

Geleitet von diesen Betrachtungen, welche der diesseitigen Note vom 16. d. zum Grunde liegen, hatte man nicht erwartet, daß dem diesseitigen Benehmen und jener Note Absichten beigelegt werden könnten, welche man diesseits so wenig hatte, daß vielmehr das Gegentheil, nämlich Beförderung einer den Verhältnissen angemessenen Bundes-Acte, nach wohlerwogener Prüfung, daraus hervorgeht.

Die Unterzeichneten glauben daher, es ihrem allerhöchsten Hofe, sich und der Wichtigkeit der Sache selbst schuldig zu seyn, diese Bemerkungen den in der Note vom 22. enthaltenen Aeusserungen entgegen zu setzen; sie finden sich daher auch verpflichtet, und durch die Lage der Sache berechtiget, die in der diesseitigen Note vom 16. enthaltene Erklärung und Wünsche hier zu wiederholen, die, wie sich Unterzeichnete schmeicheln, eine entsprechende Wirkung haben werden, wenn sie aus dem Gesichtspunkte betrachtet werden, von welchem man königl. wirtembergischer Seits bei deren Mittheilung ausgieng.

Wien den 24. November 1814.

Winzingerode. Linden.

XXVI.

Note

für das herzogliche arenbergische Haus, um Wiedereinsetzung in Meppen und Recklinghausen, oder in das auf dem linken Rheinufer gelegene Herzogthum Arenberg, nebst den dazu gehörigen unmittelbaren Graf- und Herrschaften, datirt Wien im October 1814. Mit drei Beilagen.

Vor dem im Jahr 1793 ausgebrochenen Krieg besaß das herzogliche Haus Arenberg, ausser verschiedenen in Frankreich und den Niederlanden gelegenen Gütern, das Herzogthum Arenberg und mehrere unmittelbare Graf- und Herrschaften. Es führte Sitz und Stimme im ReichsfürstenCollegium, unter den altfürstlichen Häusern, und erfüllte mit der pünctlichsten Genauigkeit seine Obliegenheiten als teutscher Reichsstand. Es ward aber auch schon in den ersten Jahren des Kriegs, mehr als jedes andere reichsfürstliche Haus, das Opfer seiner Anhänglichkeit an Kaiser und Reich. Schon im Jahre 1793 wurden aus diesem einzigen Grund seine Besitzungen in Frankreich mit einem Sequester belegt, das die französische Regierung neun Jahre benutzte, ohne eine einzige der hierauf haftenden jährlichen Renten zu zahlen.

Im Jahr 1794 verlor es auf gleiche Weise seine Besitzungen in Brabant.

Als ein reichsfürstliches Haus, das sich, beim Herannahen der französischen Armeen in das Innere von Teutschland und in die kaiserl. königl. Hauptstadt, zurückgezogen hatte, ward es überall feindselig behandelt, und nebenher, gleich andern GüterBesitzern in Belgien,

mit Kriegssteuern belästiget, während die französische Regierung sich aller Einkünfte bemächtigte. Unter diesem Vorwand verkaufte man von seinen in dem Herzogthum Arschot gelegenen Besitzungen, den Werth von einer Million dreimal hundert tausend Gulden. Die schönsten Gebäude wurden zu Spitälern gebraucht und verwüstet, und die darin zurückgebliebenen Mobilien veräussert.

Im October 1794 ward ebenfalls das ganze Herzogthum Arenberg von feindlichen Truppen besetzt, und dem Herzog blieb von seinem ganzen Vermögen nichts übrig, als ein Haus in der kaiserl. königl. Residenzstadt Wien, und was er an Geld und Pretiosen gerettet hatte.

Neun Jahre hindurch befand er sich mit den Seinigen in dieser äusserst drückenden Lage. Er erhielt endlich 1803 für die in Teutschland verlornen Besitzungen, das zum ehemaligen Fürstenthum Münster gehörige Amt Meppen, und die kurkölnische Grafschaft Recklinghausen, und blieb, wie so viel andere Reichsstände, die sich in gleichem Fall befanden, in Hinsicht aller übrigen in Frankreich und in den Niederlanden gelegenen, noch immer sehr beträchtlichen Gütern, seinem Schicksal überlassen.

Herzog Ludwig Engelbert erhielt endlich die Zusage, daß sie seinem Haus zurück gegeben werden sollten; aber, nach einer neuerdings angenommenen StaatsMaxime, sollte fernerhin kein auswärtiger Fürst liegende Güter in Frankreich besitzen. Der Herzog mußte also vorläufig erklären, ob er zum Vortheil seines ältesten Sohns auf die Reichslande Verzicht thun, oder diese behalten, und seinen damals noch minderjährigen Kindern die Besitzungen in Frankreich und Belgien abtreten wolle. Nach einem mehr als neunjährigen Sequester befanden sich die Güter in einer zu mißlichen Lage, als daß es möglich gewesen wäre, sie in diesem Zustand

einer vormundschaftlichen Verwaltung anzuvertrauen, die ohnehin schon in Frankreich mit unendlichen Kosten verknüpft ist. Dem Herzog Ludwig Engelbert blieb also nichts übrig, als auf die Regierung der teutschen Lande Verzicht zu thun, und nach Frankreich zurückzukehren. Er ernannte seinen ältesten Sohn, den Herzog Prosper Ludwig, zu seinem Nachfolger; er legte Sr. kaiserl. königl. Majestät die Bedingungen vor, welche die französische Regierung ihm vorgeschrieben hatte, und Allerhöchstdieselbe geruheten, nicht nur seine Entschliessung zu billigen, sondern auch dem Herzog Prosper Ludwig, durch Ertheilung der Rechte der Volljährigkeit, zur Antretung der Regierung zu ermächtigen. Dieser mußte hinwiederum, für sich und seine künftige Descendenten, sich aller Successionsrechte in Frankreich und in den Niederlanden begeben.

Man sehe Bulletin des lois de la république Française, an XII, n° 335.

Dem herzoglichen Haus konnte wohl nichts empfindlicher seyn, als auf diese Weise seine Besitzungen für immer von einander getrennt zu sehen; aber auch die Hoffnung, sich hiedurch wenigstens von einem gänzlichen Untergang gerettet, und seine Ruhe für die Zukunft gesichert zu sehen, verschwand schon wieder in etlichen Jahren.

Der Entwurf der rheinischen Cofoderations Acte, welche die völlige Auflösung des teutschen Reichs zum Zweck hatte, war schon zur Reife gediehen als dem Herzog Prosper Ludwig die Errichtung eines Regiments, wovon er zum Obristen ernannt wurde, und eine in ihren Folgen äusserst unglückliche Heurath zur Bedingung gemacht wurde, um nicht seine ganze Existenz zu verlieren.

Wenn einige teutsche Reichsstände an diesem unerwarteten Bund thätigen Antheil genommen haben, so ließ man wenigstens dem Herzog Prosper Ludwig die Wahl, ihm

nach vorheriger Zusage der eben ausgedrückten Bedingungen, beizutreten, oder sich und sein ganzes Haus aufs neue in denselben Zustand versetzt zu sehen, worin es sich während dem Krieg neun Jahre befunden hatte. Der Herzog glaubte es seiner Selbsterhaltung schuldig zu seyn, daß er diesmal nicht lange berathschlagte, und ehe er noch mit dem Inhalt der ConföderationsActe bekannt war, hatte schon ein chef de division au ministère des relations extérieures für ihn unterzeichnet. Er erfüllte die ihm auferlegten Bedingungen und wenn er seitdem, erst in SchwedischPommern und in Dänemark, nachher in Spanien, für Frankreichs Sache focht, so fand er sich überall in teutscher Gesellschaft. Sein Betragen, das man ihm jetzt zum Vorwurf machen möchte, war nicht unteutscher, als jenes aller übrigen im rheinischen Bund begriffenen Fürsten.

Auch diese Aufopferungen schützten gleichwohl das herzogliche Haus Arenberg nur drei bis vier Jahre lang gegen neue Angriffe. Im Norden ward plötzlich durch einen Beschluß vom 13. December 1810 ein großer Theil von Teutschland, worunter auch Meppen begriffen war, mit Frankreich vereinigt; und wie bei dieser Gelegenheit auch das Großherzogthum Berg einen kleinen District von seinem Gebiet verlor, so ward durch einen Vertrag zwischen dem französischen Minister der auswärtigen Angelegenheiten und dem StaatsSecretär Röderer die arenbergische Grafschaft Recklinghausen ihm ohne weiters zur Entschädigung angewiesen. Der Herzog erhielt diese Nachricht, als er mit andern teutschen Reichsfürsten in Spanien für Frankreichs Sache focht, und erst im Jahr 1813 ward ihm, statt aller Entschädigung, eine Erbrente von 240,702 Franken zugesagt, wovon nach den abschriftlich hier *) anliegenden Decreten jährlich ein Theil aus

*) Unter Num. I, II, III.

der Staatscasse des Großherzogthums Berg, das Uebrige aus dem öffentlichen Schatz des französischen Reichs, vom 1. Januar 1811 an zu rechnen, gezahlt werden sollte.

So weit, scheint es, mußte Frankreichs damaliger Herrscher seinen ganz Teutschland umfassenden Eroberungs-Plan zur Ausführung bringen, um die europäischen Mächte von der sie bedrohenden Gefahr zu überzeugen. Ihre Vereinigung und ihre Siege führten endlich den so lange gewünschten Frieden herbei, der für Teutschland und die Reichsstände ohne Unterschied die merkwürdige Bestimmung enthält, que les Etats de l'Allemagne seront indépendants et unis par un lien Fédératif.

Das herzoglich-arenbergische Haus glaubt diese Verfügung auch auf sich anwenden zu dürfen, und in der That läßt sich nicht absehen, warum es davon ausgeschlossen seyn solle.

Nach der Abtretung des linken Rheinufers, wodurch es das Herzogthum Arenberg und verschiedene unmittelbare Graf- und Herrschaften und eine beträchtliche Masse dort gelegener Privatgüter verlor, ward es, zufolge des im Jahr 1803 unter Vermittlung von Rußland und Frankreich zu Stande gekommenen Vertrags, durch Meppen und Recklinghausen entschädiget. Sein Recht an diesen Besitzungen, konnte es durch den (französischen) Senatsschluß vom 13. Dec. 1810 eben so wenig, als durch die zwischen dem (französischen Minister) Herzog von Cadore und dem (großherzoglich-bergischen) StaatsSecretär Röderer abgeschlossene Convention, verlieren, und die Absicht der allerhöchsten verbündeten Mächte war es wohl nie, die Eroberungen, die sie auf dem rechten Rheinufer machen würden, sich zuzueignen.

Endliche Befreiung der von Frankreich usurpirten Gebiete, und Wiederherstellung des vorigen Zustandes, war ihr höchster Zweck; aller übrigen Vortheile haben Sie, wenigstens so viel Teutschland betrifft, in dem 6. Artikel des Pariser Friedens sich ausdrücklich begeben.

Sollten aber auch politische Rücksichten es unmöglich machen, dem herzoglich-arenbergischen Haus die Landeshoheit über Meppen und Recklinghausen zu belassen, so hofft es wenigstens in Teutschland die Gerechtigkeit zu finden, die selbst in den Zeiten der Willkühr der Beherrscher von Frankreich ihm schuldig zu seyn glaubte.

Die seit dem Frieden von Lüneville in Frankreich vorgenommenen Veräusserungen aller Domänen, machen es zwar unmöglich, das Haus Arenberg in den Stand zu setzen, worin es sich zu Anfang des Kriegs im Jahr 1793 auf dem linken Rheinufer befand. Aber nichts scheint seiner Wiedereinsetzung in die Landeshoheit über das ehemalige Herzogthum Arenberg, unter Beibehaltung der in Meppen und Recklinghausen gelegenen Domänen, entgegenzustehen. Auf allen Fall würde die ihm versprochene Ertrente von 240,702 Franken, nach den Bestimmungen des 18. 19. und 21. Artikels des Pariser Friedens, ihm nicht versagt werden können. Sie ist eine von der französischen Regierung contrahirte Schuld, die, in soweit sie auf die StaatsCasse des Großherzogthums Berg angewiesen worden, von dem künftigen Regenten des Landes fürs Vergangene sowohl als für die Zukunft, im übrigen aber von Frankreich gezahlt werden muß.

Unterzeichneter schmeichelt sich indessen mit der angenehmen Hoffnung, daß diese Schuld nur für die Jahre 1811, 1812 und 1813 in Betrachtung kommen wird, und die Wiedereinsetzung des herzoglichen Hauses, sey es in Meppen und Recklinghausen, oder in das ehemalige Herzogthum Arenberg, als das gerechteste Mittel, sie für die Zukunft zu tilgen, von den allerhöchsten verbündeten Mächten werde anerkannt werden.

Wien den . . October 1814.

Frhr. Schmaus von Livonegg,
herzogl. arenbergischer Geheimer Rath.

Beilage Num. I.

Décret du 14. avril 1813.

Napoléon etc.

Sur le rapport de notre Ministre des relations extérieures avons décrété etc.

1) Sont conservés au Duc d'*Arenberg*, en toute propriété, et comme bien allodiaux et privés, les châteaux, parcs et jardins, les maisons et edifices généralement quelconques non affectés à un service public, les forêts et bois, les terres arables, les prés et patûres, les mines et usines et généralement tous les immeubles sans distinction d'origine, le mobilier et les rentes non féodales qui, lors de la réunion du comté de *Recklinghausen* au Grand-duché de Berg, faisaient partie de son domaine dans le dit comté.

2) Lui sont pareillement conservés les droits qu'il pourroit avoir aux terres communales et bruyères, les dîmes, champarts, cens, rentes et redevances en argent, grains, volaille et gibier, et tous autres droits seigneuriaux et féodaux non actuellement supprimés par les lois, décrets ou règlemens d'administration publique du Grand-duché; mais ces dîmes, cens et redevances seront rachetables aux époques et au denier qui seront fixés par les lois ou décrets concernant les biens de même nature dans le Grand-duché.

3) Toutes dettes et charges inhérentes par leur nature aux biens désignés aux articles précédens, ou hypothequées sur le produit desdits biens, et notamment la dette dite des anciens domaines, la portion de la dette et des pensions de Cologne que les revenus domaniaux devoient acquitter, et les

pensions assignées aux ecclésiastiques ou membres des couvens et charpîtres des deux sexes dont les biens ont été réunis auxdits domaines, resteront à la charge du Duc.

4) Ont cessé de lui appartenir, à compter du 1er janvier 1811, tous droits seigneuriaux et féodaux autres que ceux qui sont spécifiés dans l'art. 2. ci-dessus, les droits dits de souveraineté, ou contributions indirectes, et tout ce qui, du produit des contributions, toutes les dépenses une fois acquittées, pourroit entrer dans son épargne.

5) La quote-part dans la dette et les pensions du ci-devant Electorat de Cologne que, d'après le partage desdites dettes et pensions, le Duc d'Arenberg devoit acquitter comme possesseur du Comté de Recklinghausen, sera, à l'exception de la portion désignée en l'art. 3 ci-dessus, à la charge du trésor du Grand-duché de Berg, à compter du 1er janvier 1811.

6) En compensation des pertes résultant pour le Duc de chacune des causes énoncées en l'art. 4., et aussi de ce que les biens qui lui sont conservés par les art. 1. et 2., sont depuis le 1er janvier 1811 et resteront assujettis à l'impôt dont ils étoient précédemment exempts, il lui sera assigné une rente inscrite au grand livre de la dette publique du Grand-duché, et immobilisée de *cent-six-mille-sept-cent-deux francs*, pour en jouir à dater du 1er janvier 1811. Ladite rente fera partie du *Majorat* que le Duc d'Arenberg est autorisé à fonder par notre décret du 22. janvier 1811, et sera assujetti aux mêmes conditions que les autres Majorats institués dans notre Empire.

7) Notre Cousin, le Prince Archichancelier de l'Empire, notre Intendant général du domaine ex-

traordinaire, et les ministres du Grand-duché de Berg, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

(Signé) Napoléon.

Beilage Num. II.

Décret du 14. *avril* 1813.

Napoléon etc.

Sur le rapport du Ministre des relations extérieures, décrétons etc. etc.

1) Sont conservés au Duc d'*Arenberg*, en toute propriété et comme biens allodiaux et privés, les châteaux, parcs et jardins, les maisons et édifices généralement quelconques non affectés à un service public, les forêts et bois, les terres arables, les prés et pâtures, les mines et usines, et généralement tous les immeubles sans distinction d'origine, le mobilier et les rentes non féodales qui, lors de la réunion des comtés de *Meppen* et *Dulmen* à l'Empire, faisoient partie de son domaine dans lesdits comtés.

2) Lui sont pareillement conservés les droits qu'il pouvoit avoir aux terres communales et bruières, et les dîmes, champarts, cens, rentes et redevances en argent, grains, volaille ou gibier, en tant que ces droits n'auroient pas été ou ne seroient pas supprimés par nos décrets et règlements d'administration publique; mais ces dîmes, cens, rentes et redevances seront rachetables aux époques et au denier qui ont été ou seront fixés par les lois ou décrets concernant les biens de même nature dans les départements de l'Empire au-delà du Rhin.

3) Toutes dettes et charges inhérentes par leur nature aux biens désignés aux articles précédents, ou hypothéquées sur le produit desdits biens restent à la charge du Duc.

4) Ont cessé de lui appartenir, à compter du 1er janvier 1811, tous droits seigneuriaux et féodaux autres que ceux qui sont nominativement spécifiés en l'art. 2. ci-dessus, les droits dits de souveraineté, ou contributions indirectes, et tout ce qui du produit des contributions directes, ordinaires et extraordinaires pourroit, toutes les dépenses une fois acquittées, entrer dans son épargne.

5) La quote-part dans la dette et les pensions du ci-devant Evêché de Münster que, d'après le partage, le Duc d'Arenberg devoit acquitter, comme possédant en propriété et en souveraineté le pays de Meppen, et en souveraineté le pays de Dulmen, seront à la charge du trésor impérial, à compter du 1. janvier 1811.

6) En compensation des pertes résultant pour le Duc de chacune des causes enoncées en l'art. 4., et aussi de ce que les biens qui lui sont conservés par les art. 1. et 2. sont depuis le 1. janvier 1811 et restent assujettis à l'impôt dont ils étoient précédemment exempts, il lui sera assigné une rente inscrite sur le grand livre de la dette publique et immobilisée de *cent-trente-quatre-mille francs*, pour en jouir à dater du 1. janvier 1811.

7) La rente ci-dessus assignée au Duc d'Arenberg, ainsi que les biens qu'il conserve, entreront dans la formation du *Majorat* qu'il est autorisé à fonder par notre décret du 22. janvier 1811, et seront assujettis aux mêmes conditions que les autres Majorats institués dans notre Empire.

8) Il ne pourra être pourvu à des concessions ou appanages sur le revenu du dit Majorat que conformément à ce qui est prescrit par nos règlemens sur les Majorats.

9) Notre Cousin, le Prince Archichancelier de l'Empire, notre Intendant du domaine extraordinaire, et nos ministres des finances et du trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

(Signé) Napoléon.

Beilage Num. III.

Extrait des Minutes de la Secrétairerie d'Etat.

Au Palais de Dresde le 4 août 1813.

Napoléon etc.

Sur le rapport de notre ministre des finances etc.

Vu notre décret impérial du 14. avril dernier, qui ordonne que le Duc d'Arenberg, en compensation de ses droits de souveraineté cédés à l'Empire, sera inscrit sur le grand livre pour une rente de cent-trente-quatre-mille francs;

Attendu que cette inscription est le prix de droits utiles abandonnés à l'Empire, et dont notre domaine reçoit un accroissement équivalent;

Nous avons decrété et décrétons ce qui suit:

Art. I.

La rente de cent-trente-quatre-mille francs, accordée au Duc d'Arenberg, sera inscrite sur le grand livre de la dette publique, sans imputation sur le crédit législatif.

Art. II.

Nos ministres du trésor impérial et des finances sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'éxécution du présent décret.

(Signé) Napoléon.

Bayerische StaatsBibliothek
Münchener DigitalisierungsZentrum Digitale Bibliothek

Klüber, Johann Ludwig, 1762-1837

Acten des Wiener Congresses in den Jahren 1814 und 1815

Bd.: 1,1

Erlangen (1815)

Bamberg, Staatsbibliothek -- Dipl.o.116(1#1
urn:nbn:de:bvb:12-bsb11442827-1